ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 225 - 20 décembre 1991 - prix : 8 F

ELTSINE ECARTE GORBATCHEV ET PERD L'U.R.S.S.

M6189 - 1225 - 8,00 F

ELTSINE ECARTE GORBATCHEV

Ainsi, si on en croit ce qu'a annoncé Eltsine, l'URSS, en tant qu'union de différentes Républiques réunies par un même Etat centralisé, aura cessé d'exister le premier janvier 1992 et il n'y aura plus de pouvoir central fédérant les Républiques de l'ex-Union soviétique.

Jusqu'à présent la ville de Moscou était à la fois la capitale de l'Union soviétique et celle de la République russe. Beaucoup plus, jusqu'à il y a encore peu de temps, la capitale de l'Union soviétique que celle de la Russie. Et à partir du premier janvier ce ne sera que celle de la Russie et plus du tout celle de l'Union soviétique dont les institutions n'existeront plus.

Tous les bâtiments d'Etat, dont le plus connu, le Kremlin, deviendront des bâtiments de la République russe, et à titre plus que symbolique ce n'est plus le drapeau rouge de l'Union qui flottera au sommet du Kremlin mais celui de l'ancienne Russie.

s'est rallié à Eltsine et aux autres Républiques. Le second l'a payé de sa dissolution.

Aujourd'hui, Eltsine, au nom de la Russie, a rallié les chefs militaires de l'armée en promettant des avantages sociaux et économiques à tous les militaires, ce qui lui a permis d'éliminer ces jours-ci Gorbatchev.

Mais la victoire d'Eltsine est une victoire dangereuse. En gagnant la Russie, il a perdu l'URSS. Il l'a perdue dans les deux sens du terme : il ne la gouvernera pas, elle est perdue pour lui-même, et il l'a plongée dans une crise économique catastrophique. Et s'il n'hérite pas de l'URSS, il hérite de la crise.

Son ambition manifeste est de tenter, par la diplomatie ou par la force ne serait-ce qu'économique, de reconstruire une certaine unité économique et politique des différentes Républiques autour de la Russie, la plus peuplée et la plus puissante d'entre elles à tous les points de vue.

cloués au sol faute de carburant, alors que l'URSS était un des premiers exportateurs de pétrole du monde. Cette télévision nous montre aussi des citoyens qui se considèrent encore comme soviétiques et qui déclarent devant les caméras que cette désorganisation-là est due à l'éclatement de l'URSS.

Si la situation s'aggrave, les dirigeants politiques de l'ex-URSS parlent de troubles sociaux probables. Un dirigeant ukrainien aurait même déclaré que des anciens dirigeants du Parti Communiste pourraient profiter du mécontentement de la population pour provoquer des troubles qui seraient alors réprimés sans hésitation ajoutait-il.

La politique des actuels dirigeants ex-soviétiques a, au moins provisoirement, détruit l'URSS et l'a plongée dans le chaos, créant déjà des centaines de milliers de chômeurs, alors que le chômage y était pratiquement inconnu, désorganisant tout le systè-

ET PERD L'U.R.S.S.

En même temps que l'éclatement de l'URSS en ses différentes parties constitutives, cette date marquera la victoire d'Eltsine sur Gorbatchev dans sa lutte pour le pouvoir. Au moins provisoirement, car l'évolution politique de l'URSS peut être encore grosse d'événements.

Eltsine a donc écarté Gorbatchev. Il l'a écarté mais il n'a pas pu prendre sa place. En effet, c'est seulement à la tête de la seule Russie et non à la tête de l'URSS que Eltsine est parvenu au pouvoir. Dans la lutte qu'il a menée depuis plusieurs années contre Gorbatchev, il a provoqué le séparatisme de la République russe par rapport au pouvoir central et de ce fait il a entraîné et permis (peut-être et même probablement à son corps défendant) le séparatisme de toutes les autres Républiques de l'Union soviétique. En s'appuyant sur les forces centrifuges qui divisaient l'ancienne nomenklatura et pour se lancer à l'assaut du pouvoir, Eltsine a fait éclater toute l'URSS.

Les putschistes du mois d'août ont espéré, semble-t-il, s'opposer à cet éclatement par la force. Ils n'ont pas réussi car ni l'armée, ni le KGB ne les ont suivis. Les appareils qui pouvaient s'opposer à cet éclatement, comme l'appareil militaro-industriel et le Parti Communiste de l'Union soviétique qui étaient en quelque sorte des structures dépassant les Républiques, n'ont pas suivi les putschistes, ou n'en ont pas eu les moyens. Le premier

C'est elle qui dispose, ne serait-ce qu'à Moscou, des centres vitaux administratifs et des centres de commandement militaire.

Mais cela ne suffit pas, car à la tête de chaque République, il y a d'autres Eltsine, tout aussi irresponsables, représentant des couches sociales à courte vue, avides de s'enrichir, même si c'est finalement peu, par tous les moyens et le plus vite possible, même si c'est au détriment de leur propre République, et a fortiori de l'ensemble du pays. A la tête de ces Républiques, il y a des hommes politiques comme Eltsine qui préfèrent ne pas partager le pouvoir, qui préfèrent être les premiers dans leur République, que les seconds au sein d'une confédération. Sans compter que passer sous la coupe de la République russe et d'Eltsine peut être encore pire du point de vue national et économique qu'avoir à obéir au pouvoir central du passé. En effet, la moindre notion d'intérêt commun risque de ne plus exister et ce sont uniquement des rapports de forces politiques et économiques qui règleront les rapports entre Républiques riches et moins riches, entre celles qui ont des biens exportables à l'Ouest et celles qui n'en ont pas, et l'échange sera sûrement inégal entre ces divers Etats formellement indépendants mais de plus en plus dépendants du bon vouloir des uns ou des autres.

Aujourd'hui, la télévision française nous montre des images d'avions

me économique qui fonctionnait, mal, mais qui fonctionnait quand même. Et le résultat sera peut-être ce qu'ils craignent : des troubles sociaux.

Mais ce qu'ils craignent, c'est ce qu'il faut justement espérer : une révolution populaire, ouvrière, qui balaie tous ces gens qui se sont portés sur le devant de la scène, poussés par des intérêts égoïstes, tous les profiteurs, prévaricateurs, maffiosi, qui avaient grandi sous la protection et dans l'ombre de la nomenklatura, détournant l'économie planifiée à leur profit et qui aujourd'hui risquent de transformer la deuxième puissance industrielle mondiale en une collection de pays sous-développés. Oui, espérons que cet hiver, ce ne sont pas des troubles sociaux qu'il y aura, de l'Ukraine à la Sibérie en passant par la Russie, mais une véritable révolution.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

MITTERRAND, LE PARTI SOCIALISTE ET L'HORIZON 1993

Mitterrand, répondant à Anne Sainclair à l'émission 7/7, n'était pas seulement rongé par le souci du chômage.

Car l'un des problèmes de Mitterrand, c'est de préparer les élections législatives de 1993, ou plus exactement, l'après-élections : tous les sondages donnent actuellement la majorité à la droite.

Au congrès du PS. Ph. Simon-Stevens / Gamma

Il a donc annoncé pour 1992 deux séries de votes : dans un premier temps, sur la ratification des accords de Maastricht, avec la modification de la Constitution qui d'après lui va avec (il faut que la Constitution permette à l'Etat français de renoncer au profit de l'Europe à une partie de ses prérogatives, comme par exemple le privilège de battre monnaie...) ; et dans un deuxième temps sur d'autres modifications de la Constitution, destinées, elles, selon ses propres termes *"à démocratiser les institutions"* (sur la durée du mandat présidentiel, l'indépendance de la Justice, l'élargissement des droits du Parlement et une extension des sujets pouvant être soumis à référendum...). Mais comme cela a été dit de façon suffisamment vague, cela laisse place à toutes les éventualités, y compris celle de ne rien faire.

Il y a donc bien des péripéties politiciennes en perspective pour les mois qui viennent.

Organiser, avant les législatives, un référendum sur l'Europe, serait un moyen de se faire re-légitimer par les électeurs et donc de bénéficier d'une autorité renouvelée, tout en se donnant l'occasion de se rallier une partie du personnel politique de l'opposition pro-européenne, donc d'introduire un clivage au sein des partis de la droite.

Seulement, pour que le référendum remplisse sa fonction, il faut qu'il y ait une confortable majorité de "oui". Là réside tout le problème car, comme le déclarait le dirigeant centriste Pierre Méhaignerie, il y a la *"tentation de répondre non, pas à la question posée, mais à celui qui la pose"*. Bref, il y a le risque que tous les mécontents profitent de l'occasion qui leur est donnée pour infliger un camouflet à Mitterrand, quelles que soient les questions posées !

C'est pourquoi Mitterrand se réserve une autre possibilité : celle de faire ratifier ces modifications de la Constitution et les traités de Maastricht non pas par référendum, mais par les parlementaires. Il a là la même possibilité d'établir des clivages parmi la droite et de se rallier une partie d'entre elle. Cela lui éviterait tout risque de se voir répondre "non" à un référendum ; mais cela le prive des avantages qui découleraient d'un "oui".

Dans les deux cas, il préparerait ainsi, quel que soit le résultat des élections législatives de 1993, des possibilités de constituer un gouvernement qui serait "mitterrandiste", mais plus encore "d'ouverture".

Les problèmes de Mitterrand ne recouvrent pas exactement ceux du Parti Socialiste qui a tenu son congrès le week-end même de l'interview de Mitterrand. Il y a le problème de la succession de Mitterrand toujours sous-jacent, mais qui théoriquement se pose plus tard, en 1995. Avant il y a, plus que les toutes prochaines régionales, qui ne constituent qu'une étape secondaire, les prochaines élections législatives. La principale préoccupation du Parti Socialiste est de perdre en 1993 le moins possible d'électeurs et donc de places de députés. Car cette victoire-là peut constituer un tremplin utile pour chacun des "présidentiables" du PS, et c'est bien pourquoi ils sont en ce moment en gros d'accord, mais c'est du provisoire.

On a donc vu l'esquisse de ce qui va probablement être la tactique électorale du PS : *"Pour barrer la route à Le Pen, votez socialiste !"*.

Mais même si le Parti Socialiste perdait beaucoup de voix et de sièges, il restera aux politiciens du Parti Socialiste une consolation : celle d'espérer que, si Mitterrand réussit dans ses projets, eux conserveront une chance, d'abord de continuer à faire partie de la "majorité présidentielle", et ensuite de faire élire un nouveau président de la République aussi "socialiste" que le précédent.

Sylvie FRIEDMAN

La crise dans l'audiovisuel

HACHETTE LICENCIE EN "CINQ SEPT"

AFP

Les deux tiers du personnel de la Cinq sont licenciés, et cette chaîne de télévision, si elle survit, ne diffusera plus guère d'émissions originales ou d'informations. Elle se contentera de la rediffusion de feuilletons. Ainsi en ont décidé son PDG et le groupe Hachette qui en était devenu le principal actionnaire. Ce qui se traduit immédiatement par 576 licenciements.

Lorsqu'il y a un peu plus de cinq ans cette chaîne télé était offerte au privé, la télé étant restée jusque-là monopole de l'Etat, les discours n'ont pas manqué pour vanter les vertus de la "pluralité", de la "compétition" et de "l'initiative privée". Chanson qu'on a entendue aussi quelque temps plus tard, lorsqu'il s'est agi d'attribuer au privé l'autre nouvelle chaîne M6, où lorsque la plus regardée des chaînes du secteur public, TF1, fut offerte à la privatisation et emportée sur un plateau par Bouygues.

Le résultat de "l'initiative privée", de la "compétition",n'avait pas spécialement jusque-là conduit à la diversité, mais plutôt à l'uniformité, car les chaînes en quête "d'audimat" et de fonds publicitaires y correspondant, se copiaient les unes les autres et offraient souvent le même jour et aux mêmes heures les mêmes programmes. Mais aujourd'hui, même cette "pluralité"-là va disparaître. Car c'est la crise pour tout le monde, et les budgets publicitaires des grosses sociétés étant en diminution, dans la bagarre entre les chaînes télé pour en avoir la plus grande part, ce sont les plus gros qui l'emportent sur les plus faibles, et TF1 sur la Cinq. Et même si, ni Lagardère ni Berlusconi et ni les empires financiers, à la tête desquels ils sont, ne sont ruinés, il n'est pas question pour eux de remettre à flots une entreprise qui ne leur rapporte pas les profits qu'ils en attendaient. Fi donc de la "pluralité", mais ce n'était pas cela qu'ils défendaient. Quant aux journalistes, qui sur les ondes de la Cinq vantaient les mérites du système privé, de la concurrence, en un mot du capitalisme, aujourd'hui, comme de vulgaires ouvriers sidérurgistes, de vulgaires dockers, ou de vulgaires métallurgistes de l'automobile, ils sont victimes de la société du fric et doivent maintenant se battre contre elle.

Eux, non plus, n'ont plus rien à perdre à la lutte… même pas leur "chaîne".

L.G.

CHÔMAGE

MITTERRAND SE FAIT DU SOUCI A DÉFAUT DE S'Y ATTAQUER

Qui l'aurait cru ? Mitterrrand a "un seul souci". Et "qui le ronge". C'est du moins ce qu'il a déclaré, la main sur le cœur et des trémolos dans la voix, dimanche soir sur TF1.

Et ce n'est pas sa dégringolade dans les sondages. Non, Mitterrand est au-dessus de ces petits calculs politiciens. Il se moque des résultats des prochaines élections. Ou du moins il le prétend.

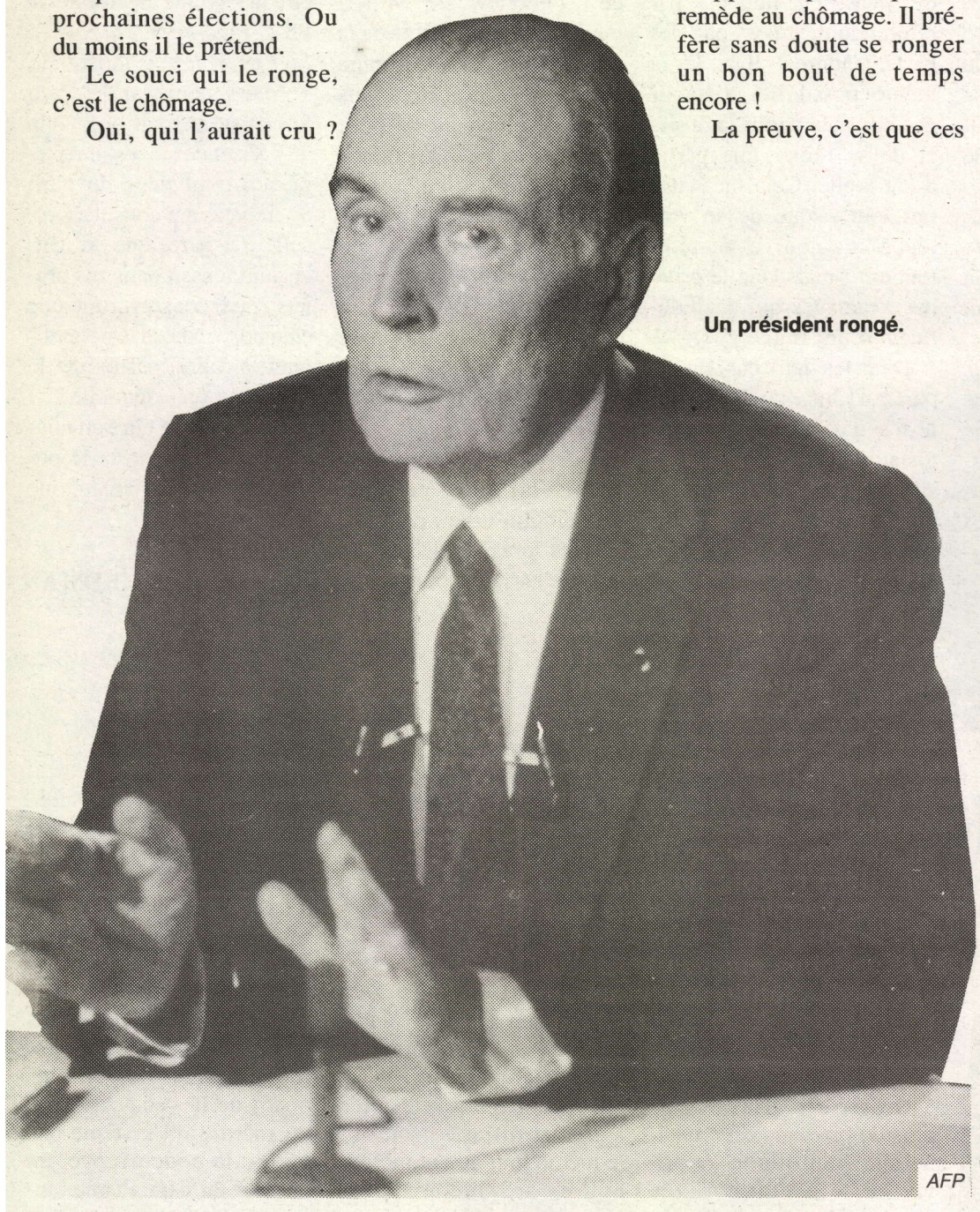
Le souci qui le ronge, c'est le chômage.

Oui, qui l'aurait cru ?

Mais si tel est son souci, qu'est-ce qu'il attend pour faire quelque chose ?

Car il attend. Et surtout, il nous demande d'attendre encore.

Cette fois c'est l'Europe monétaire ou politique en qui il nous demande de mettre nos espoirs. Celle dont il aurait jeté les bases à Maastricht, la semaine dernière. Celle qu'on nous promet pour 1999, au plus tôt.



AFP

Un président rongé.

Et comment fait-il pour tenir le coup ?

Car, enfin, ce chômage, il ne date pas d'hier. Mitterrand est à la présidence depuis 10 ans. Et depuis dix ans le chômage n'a fait qu'augmenter. Sous tous les gouvernements qui se sont succédé : Mauroy, Fabius, Chirac, Rocard, et maintenant celui de Cresson.

Ainsi pendant dix ans on nous a fait miroiter le marché unique européen qui va se mettre en place l'année prochaine. Ça n'a évidemment rien changé et ça ne changera rien. Comment aurait-il pu en être autrement, puisque le chômage frappe pareillement tous ces pays ? Unis ou pas, ils ne feront que mettre ensemble leurs chômeurs ou les garder séparément. Mais le chômage ne diminuera pas.

L'Europe n'a qu'un avantage. Tenter de nous faire croire que nos gouvernements ont une solution. Dans dix ans... à défaut d'en avoir une maintenant.

Car Mitterrand ne s'apprête pas à porter remède au chômage. Il préfère sans doute se ronger un bon bout de temps encore !

La preuve, c'est que ces jours-ci un certain nombre de grandes entreprises viennent d'annoncer qu'elles vont encore supprimer des milliers d'emplois. Et pas seulement les trusts privés, comme Peugeot. Mais aussi Renault ou la SNCF.

Mais ceux-là dépendent pourtant bien de l'Etat ? Et donc du gouvernement. Pourquoi l'hypocrite Mitterrand ne les empêche-t-il pas ?

Certes il y a la crise économique. Certes elle est mondiale. Mais si c'est bien elle qui crée le chômage, ça ne veut pas dire qu'elle a supprimé les moyens et les raisons d'y mettre un terme.

De l'argent et des capitaux ? Il n'y en a jamais eu autant, grâce aux énormes bénéfices tirés de notre travail ces dernières années. Mais ils sont employés à la spéculation, à jouer de Bourse en Bourse au lieu d'être investis dans des productions ou des services utiles.

Des besoins en produits comme en services ? Il n'y en a jamais eu autant. Rien qu'en France, il y a des centaines de milliers de gens qui ont faim, comme le montrent les restos du cœur, obligés de rouvrir un hiver de plus. Les pauvres se comptent par millions. Les transports en commun se dégradent de plus en plus. On manque partout d'infirmières. Et ce ne sont que quelques exemples.

Alors oui, il serait facile de réduire sinon de supprimer le chômage tout de suite. En consacrant l'argent qui existe à investir pour des productions ou à former des travailleurs dont la population a besoin.

Mais pour cela il faudrait un plan établi en fonction de ces besoins. Et surtout ne pas hésiter à prendre l'argent mal employé à ceux qui en ont beaucoup.

Pour cela, ce n'est évidemment pas sur Mitterrand ou Cresson, pas plus que sur la droite des Chirac, Giscard ou Le Pen, qu'il faut compter.

Eh oui, pour s'attaquer vraiment au chômage, il faudra que les travailleurs fassent perdre leur emploi à tous ces gens-là.

Editorial des bulletins d'entreprises du 16 décembre 1991.

EXPLOSION DE NANTERRE, L'ÉTAT RESPONSABLE

L'explosion, qui a détruit un HLM à Nanterre faisant deux morts et 18 blessés, était due à une rupture de la conduite de gaz qui alimentait l'immeuble. Un réseau en partie trop vieux – ou pas assez entretenu – ce n'est pas ça qui empêche Gaz de France de vouloir faire des économies de main-d'œuvre.

Il n'y a pas que le gaz qui est dangereux, il y a aussi le système.

AFP

Un appelé de 19 ans est mort d'un malaise cardiaque dans une caserne de Metz après avoir effectué des "pompes". Il avait été incorporé, bien qu'il ait eu un dossier attestant de la fragilité de sa santé.

Mais à une institution dont le but est de faire des gens prêts à tuer, il ne faut pas demander de tenir compte de si peu.

Y-A-T-IL UN PILOTE A LA SNCF ?

Deux wagons de marchandises, dont une citerne de gaz liquéfié, se sont échappés lors d'une manœuvre et ont roulé cinq kilomètres sur une des lignes les plus chargées de la banlieue parisienne. Pour les arrêter, il a fallu mettre une motrice sur la voie, qui a déraillé lors du choc.

Les freins autobloquants d'un des wagons ne marchaient pas et la liaison radio fonctionnait mal... Qu'est-ce qui reste à la SNCF ? Encore quelques cheminots pour mettre une locomotive en travers, mais cela ne durera pas !

AFP

Pour "moraliser" leur fonction, les parlementaires ont voté un projet qui permettra d'imposer leurs "indemnités de base" à 100 % et non 55 % comme actuellement. Mais ce sera dans un an et d'ici là les députés auront le temps de trouver quelques astuces, comme augmenter "l'indemnité dactylographique" (non imposable et qui atteint 24 198 F par mois) ou les diverses indemnités de fonction. Ils trouveront bien !

Chirurgiens de Toulouse

Opérations... financières ?

L'un des patients montre la radio de sa vessie.
GAMMA

Faux, usage de faux, escroquerie, coups et blessures volontaires : tels sont les chefs d'inculpation portés à l'encontre de deux célèbres chirurgiens du service d'urologie de la clinique Saint-Jean-Languedoc à Toulouse.

Suite à la plainte d'un patient qui avait failli subir une ablation de la vessie pour un cancer qu'il n'avait pas, les enquêteurs ont découvert des dossiers médicaux qui porteraient à croire qu'une quinzaine de patients auraient abusivement subi l'ablation de la vessie ou de la prostate. Trois anciens opérés se sont portés partie civile.

Si les deux chirurgiens se sont effectivement rendus coupables de ce pour quoi ils sont inculpés, ce serait d'autant plus odieux qu'ils auraient alors abusé de la confiance des malades pour accroître la rentabilité de la clinique, dont ils allaient se porter acquéreurs, au prix d'opérations injustifiées mais qui représentent de véritables mutilations pour ceux qui les subissent.

Force est de reconnaître que de tels actes ne relèvent pas de la simple folie individuelle, mais répondent à une logique qui est celle de la médecine libérale moderne.

En effet on n'en est plus à l'époque où l'exercice de la médecine se faisait de façon artisanale et où la trousse du médecin suffisait à presque tous les besoins. Aujourd'hui, la médecine moderne implique des équipements très sophistiqués et des appareils coûteux. Une clinique qui s'équipe, doit "rentabiliser" ses investissements. Et si ce dont les médecins de Toulouse sont inculpés a un caractère particulièrement scandaleux, c'est que le souci de rentabilisation aurait dans ce cas été jusqu'à la mutilation délibérée des malades. Mais combien d'examens inutiles sont prescrits aux patients rien que pour rentabiliser, par exemple, tel nouvel appareil coûteux de radiologie... ou telle installation d'un confrère ami ?

C'est un véritable gaspillage, bien connu, qui peut parfois tenir à l'incompétence du médecin, mais qui tient le plus souvent à de sordides problèmes d'argent. Si la médecine était un service public véritable, préoccupé uniquement des services à rendre à la population et pas de la rentabilité financière, c'est-à-dire des bénéfices que l'on peut en tirer, cette propension à multiplier délibérément les examens inutiles – pour ne pas parler des opérations injustifiées – existerait moins.

Les chirugiens de la clinique de Toulouse ont peut-être été plus loin que d'autres, car il est évident que tous les chirugiens n'opèrent pas à tour de bras et à tort et à travers. histoire de rentabiliser les installations !

Heureusement ! Mais, il n'en reste pas moins vrai que de tels crimes, s'il s'avère qu'ils ont bien été perpétrés, sont liés à la logique de rentabilité qui prédomine dans la médecine libérale, comme d'ailleurs dans l'ensemble de la société.

Dominique CHABLIS

LES ANNÉES "RESTOS DU CŒUR"

Les "années Mitterrand", ce sont à peu de chose près les années "Restos du Cœur", puisque ceux-ci ont réouvert leurs portes pour le septième hiver consécutif. La "génération Mitterrand" est en effet la "génération des nouveaux pauvres", qui ne sont plus vraiment nouveaux maintenant.

Les Restos du Cœur doivent servir 275 000 repas par jour, et ils mobilisent 11 000 bénévoles dans leurs 1 400 centres ou relais. Une moitié de leurs ressources provient des dons (250 F en moyenne), une autre moitié des surplus de la CEE et, pour à peine 5 %, des subventions de l'Etat. Mais s'il fallait payer les bénévoles, à 50 F de l'heure par exemple, cela doublerait les sommes nécessaires.

En définitive, les bénévoles et les donateurs ont du cœur ; la CEE a des surplus ; quand à l'Etat et aux patrons-licencieurs, qui sont à l'origine de toute la misère, eux n'ont que des coffres-forts en guise de cœur !

GAMMA

CHASSE AUX PAUVRES A ROISSY

La société qui produit des pauvres par milliers, et toujours davantage, ne sait pas quoi en faire. Il n'y a pas de structures pour eux. Pour les gens "normaux", il y a logement, travail, etc. Pour les pauvres, le logement c'est la rue, le métro, le Forum des Halles à Paris, ou l'aérogare de Roissy, etc.

Evidemment, souvent cela pose de réels problèmes : les pauvres sentent mauvais, faute de toilettes ; ils font leurs besoins où ils peuvent, etc.

Si des associations charitables (les Restos du Cœur, par exemple) essaient de leur venir en aide, c'est tout à fait insuffisant. Alors de temps en temps la société – certaines autorités en tout cas – décident de faire le ménage, non pas en luttant contre la pauvreté (ce n'est pas leur objectif, ni sans doute dans leurs moyens), mais en chassant les pauvres, tout simplement.

Déjà au Forum des Halles, les commerçants avaient envisagé de fermer le Forum la nuit, à cause des pauvres, mais aussi des marginaux, drogués, etc.

A l'Aéroport de Paris, à Roissy-Charles-de-Gaulle, la direction a décidé de recourir à la manière forte : elle a embauché des "gros bras" d'une société privée et d'une façon illégale (selon certains policiers eux-mêmes) elle a chassé les pauvres, sous prétexte d'une opération de désinfection. Ceux-là fréquentaient l'aérogare parce qu'elle est ouverte la nuit et qu'on est en plein hiver, mais aussi parce qu'il y a des toilettes et qu'on peut s'y laver. Les "sans-domicile fixe" qui venaient à l'Aérogare savent maintenant qu'ils y sont indésirables et qu'ils devront aller sentir mauvais ailleurs.

Théoriquement, en république, un citoyen en vaut un autre, et l'Aérogare est ouverte à tous. A quand des lois ou des règlements anti-pauvres ?

A. V.

C'EST VILAIN DE FRAUDER

Michel Charasse, qui se spécialise dans la traque des fraudeurs, après s'en être pris aux "faux chômeurs", s'attaque maintenant à ceux qui ne payent pas la redevance télé. Comment débusquer ces millions de citoyens qui regardent inpunément leur télé sans avoir payé ce qu'ils doivent à l'Etat ?

Les braves téléspectateurs en question pourraient objecter à Charasse que, si l'on a introduit la pub à la télé, c'est précisément pour financer les chaînes, et qu'en conséquence on ne voit pas pourquoi il faudrait non seulement ingurgiter toutes ces pubs, mais payer en plus !

Charasse, ne trouvant pas, pour le moment, de moyen pour aller vérifier dans tous les foyers, a eu l'idée de consulter le fichier des abonnés de Canal Plus. Car pour être abonné à la chaîne codée, il faut obligatoirement avoir la télé... donc il faudrait payer la redevance. Seulement la chaîne en question peut-elle légalement livrer son fichier au service des Impôts ? En principe non, a répondu la Commission Informatique et Liberté. Mais au moyen d'une astuce, et en procédant par "sondage", Charasse pourra même arriver à ses fins. Cela fait partie de la vraie-fausse légalité dont la démocratie française est coutumière.

Cela dit, si Charasse cherche un fraudeur, et un gros, on peut lui en signaler un : lui-même, ou ses pairs. En effet la vignette automobile, qui avait été instituée pour venir en aide aux vieux, a été détournée de sa fonction par l'Etat, qui a raflé le pognon. N'est-ce pas une fraude, et une belle ?

Alors, que l'Etat commence par cesser de frauder, et puis qu'il s'occupe d'abord des gros fraudeurs.

Et après, on verra pour les petits...

A.V.

Dette du Tiers Monde

LA POULE AUX OEUFS D'OR DES PAYS RICHES

Abbas / Gamma

Mine de cuivre au Zaïre : les pays pauvres ont beau être surexploités, la dette s'alourdit toujours.

La situation financière des pays les plus pauvres du Tiers Monde continue à s'aggraver. Le dernier rapport de la Banque Mondiale sur la dette des pays pauvres tire la sonnette d'alarme. Selon ce rapport, les moins pauvres de ces pays (Pologne, Mexique, Egypte, par exemple) ont vu le poids de leur dette diminuer un peu au cours des deux années écoulées, au prix d'une baisse sévère du niveau de vie de la population, que la Banque Mondiale passe bien sûr sous silence. En revanche, certaines régions du globe sont en train de s'enfoncer de plus en plus rapidement dans leurs dettes.

La situation de l'Afrique est particulièrement grave. Alors que, en tenant compte de l'inflation, la dette de l'ensemble des pays pauvres a baissé légèrement chaque année depuis 1987, celle de l'Afrique a doublé au cours des dix dernières années. Elle s'établit à 1568 milliards de francs, une fois et demie le budget annuel de l'Etat français, ou encore 90% du Produit National Brut annuel de l'ensemble des pays concernés.

Dans plusieurs de ces pays, le service de la dette atteint un tiers des ressources d'exportation. De sorte que l'année dernière beaucoup n'ont pu faire face qu'à la moitié des échéances prévues, voire moins, augmentant d'autant leur endettement. Le rapport souligne que cette tendance est en grande partie due à la baisse des cours des exportations de ces pays, d'environ un tiers depuis le milieu des années 1980. Faute de reprise économique dans le reste du monde, et encore sous réserve que cette reprise se traduise par une remontée suffisante des cours mondiaux des matières premières, les pays d'Afrique sont donc pris dans un étau dont ils ne peuvent pas sortir.

En d'autres termes, le poids de la dette est en train de se faire de plus en plus lourd pour les pays qui ont justement le moins de moyens pour l'alléger, parce que justement ils sont les plus pauvres.

Le rapport de la Banque Mondiale mentionne également d'autres tendances qui vont en s'aggravant depuis dix ans, à l'échelle du monde.

Ainsi le montant net du transfert d'argent des pays riches vers les pays pauvres, après déduction des remboursements et du rapatriement des profits des sociétés occidentales, s'établira en 1991 à moins d'un quart de son niveau de 1981.

Il est vrai que pendant plusieurs années, de 1984 à 1988, ce transfert a été inversé : ce sont les pays pauvres qui ont financé de fait les pays riches par le jeu de la dette. Non pas que les pays pauvres aient alors connu une certaine prospérité. Ce sont les grandes banques commerciales qui ont cessé de prêter aux pays du Tiers Monde, en partie parce qu'elles estimaient le jeu trop risqué, en partie parce que, grâce à la mini-reprise alors en cours dans les pays riches, elles trouvaient des domaines d'investissements plus profitables. Et cette tendance au désengagement des capitaux privés du Tiers Monde s'est confirmée depuis, selon le rapport de la Banque Mondiale.

A partir de 1989, ce sont les Etats qui ont pris le relais des banques privées, en augmentant sensiblement le volume de leurs prêts — pas par philanthropie bien sûr, mais parce que le manque de liquidités offertes aux pays pauvres menaçait ces pays de banqueroute et les trusts capitalistes de perdre des marchés. En 1991, la part du privé dans le financement du déficit des pays pauvres a de nouveau diminué, tombant à 5 %, contre 9 % en 1990 et 45 % en 1981.

Comme l'a dit, non sans un certain cynisme, l'économiste en chef de la Banque Mondiale, Lawrence Summers, le problème ce n'est pas le manque de capitaux disponibles dans les pays riches, mais le fait que ces capitaux ont préféré s'investir dans la spéculation immobilière dans les pays riches eux-mêmes - menaçant d'ailleurs du même coup le système financier des grandes puissances, particulièrement des USA et du Japon, d'une crise sans précédent.

Depuis plusieurs années, la Banque Mondiale fait la promotion d'un nouveau remède "miracle" aux problèmes du Tiers Monde : ce qu'elle appelle les "investissements directs", et qui consiste, pour les pays pauvres, à payer leurs dettes au moyen d'actions sur leur secteur nationalisé.

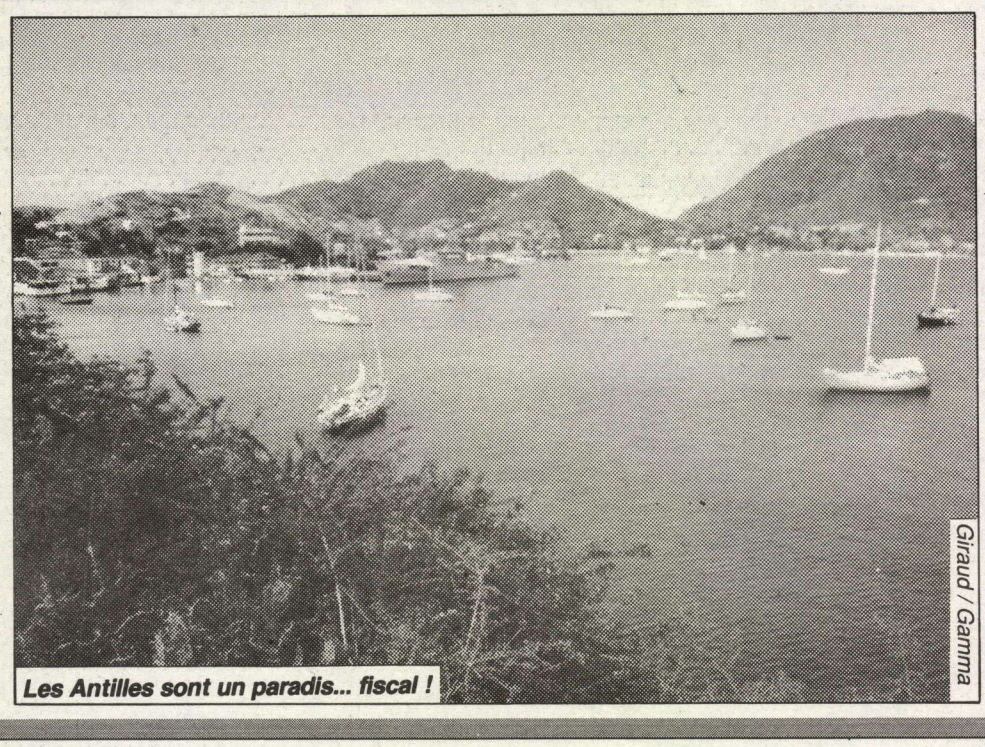
Il ne s'agit donc pas d'investissements nouveaux dans l'économie de ces pays, mais de faire passer une partie de l'infrastructure économique de ces pays, usines et services publics bien souvent, sous la coupe directe des capitalistes des pays riches. Quand on voit ce que ces capitalistes ont fait de tant d'usines en Europe ou aux USA, coupant et taillant en fonction des occasions de profits rapides, ces "investissements directs" ne peuvent que conduire à un appauvrissement encore plus grand des pays pauvres.

D'une façon ou de l'autre, que ce soit grâce à leurs ventes dans les pays pauvres que financent les prêts des Etats riches, ou que ce soit par le biais des "investissements directs", les trusts et capitalistes des pays riches continuent à s'enrichir des dettes du Tiers Monde. Que cela puisse aggraver les risques de catastrophe financière à l'échelle du monde ou que cela plonge des centaines de millions d'hommes plus profondément dans la misère, cela n'empêche pas le capitalisme de faire marcher la pompe à profits.

François ROULEAU

Loi Pons sur les DOM-TOM

LE FISC EST DOUX AUX RICHES



Giraud / Gamma

Les Antilles sont un paradis... fiscal !

Alors que Charasse déploie tout son zèle pour faire payer la redevance télé aux récalcitrants, le gouvernement vient de décider de reconduire jusqu'en 2001 le cadeau fiscal institué en 1986 par Pons, membre du gouvernement Chirac, pour les investisseurs français dans les DOM-TOM. Sous prétexte de favoriser le développement du tourisme aux Antilles et à La Réunion, l'Etat permet de déduire de son revenu imposable l'achat de voiliers et de yachts ! De plus, cet achat étant effectué à crédit, les remboursements du prêt sont eux aussi déductibles les années suivantes. Ce qui revient à offrir ces joujoux à l'œil à ces bourgeois, sur le compte des deniers publics. Le bateau est censé être loué aux touristes, mais c'est une obligation toute théorique. Plusieurs milliers de petits malins, industriels, gros commerçants, médecins, qui sont aussi de gros contribuables dans les DOM-TOM ou en France, ont ainsi fait payer par le fisc leur propre navire. Le publicitaire Jacques Séguéla, tout heureux d'avoir ainsi mené les impôts en bateau, a même baptisé son yacht *"Merci-Béré"* !

ALGÉRIE

A UNE SEMAINE DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Ghozali (à gauche), chef du gouvernement, et deux autres ministres.
AFP

Cheikh Madani, avant son arrestation, arrivant dans une mosquée.
AFP

C'est le 26 décembre prochain que doit avoir lieu en Algérie le premier tour des élections législatives, les premières élections depuis l'instauration il y a deux ans du "multipartisme" dans le pays. Après avoir laissé longtemps planer la menace d'un nouveau boycott des élections du 26 décembre prochain, comme il avait boycotté celles de juin dernier, le Front Islamique du Salut (FIS) a annoncé officiellement, samedi 13 décembre qu'il y participerait.

La fin du suspens entretenu par le FIS

Pourquoi le FIS, qui avait pris la précaution de déposer en temps et en heure ses candidatures dans les 430 circonscriptions électorales du pays, a-t-il attendu si longtemps pour annoncer sa décision, alors que la campagne électorale officielle est ouverte depuis le 5 décembre? La presse, en général, a présenté cette décision tardive comme une victoire au sein du FIS de l'aile "modérée" et "légaliste" du mouvement, contre l'aile "populiste" et "violente" que représenteraient les deux leaders emprisonnés depuis les événements de juin, Madani et Bel Hadj. Il est possible que le FIS ait été affaibli par la répression et les arrestations qu'il a subies avec l'état de siège proclamé au lendemain des émeutes de juin, et qu'il y ait des querelles au sein de sa direction. Comme il est possible que le suspens entretenu n'ait été qu'une simple tactique pour gêner le pouvoir, pour qui ces élections sans le FIS, c'est-à-dire sans le seul parti réellement concurrent du FLN, perdaient largement leur sens, ou pour tenter d'obtenir par la menace de boycott la libération des leaders emprisonnés. Car, au-delà d'éventuelles rivalités de personnes, il n'y a pas de contradiction entre les deux politiques utilisées par le FIS : mettre en difficulté le gouvernement en mobilisant dans la rue ses fidèles fanatiques et en faisant jouer ses gros bras, et chercher à se faire admettre par les privilégiés d'Algérie (ceux qu'il aspire à servir) et par les chefs de l'armée comme les seuls dirigeants capables de maintenir l'ordre, d'encadrer ou de matraquer les couches pauvres.

Quoi qu'il en soit, le FIS a donc choisi cette fois de jouer le jeu électoral, bien que le gouvernement ait taillé la loi électorale pour favoriser le FLN face au FIS. C'est donc qu'il estime que, même s'il n'y remportait pas un aussi brillant succès qu'aux élections municipales de juin 1990 (où il avait conquis une grande majorité des municipalités du pays), même s'il n'y remportait qu'un demi-succès, cela lui permettrait de continuer à peser sur la vie politique du pays et de préparer aussi son avenir.

6 000 candidats pour 430 postes, mais pas de politique bien différente.

Si le FIS peut occuper la place qu'il occupe aujourd'hui, ce n'est pas tant parce qu'une majorité des Algériens seraient devenus des fanatiques de ses imams et ses cheikhs, loin de là. C'est seulement parce que, pour l'immense majorité de la population, ces élections ne se présentent que comme un duel entre les deux seuls partis capables de l'emporter : le parti au pouvoir depuis 30 ans et aujourd'hui déconsidéré, et le FIS.

Ce n'est pas que l'Algérie manque de politiciens, fanés ou en herbe, ni de partis. Dans certaines circonscriptions, il y a jusqu'à 20, 30, ou même 35 candidats concurrents pour un même poste. Mais c'est qu'ils se ressemblent tous.

Il suffit de feuilleter dans la presse des listes de candidats pour s'en rendre compte : "directeur général de la Société machin", "cadre supérieur", "professeur d'université", "administrateur", "avocat", "pharmacien"... Quant aux quelques formations autres que le FLN et le FIS qui ont des chances d'avoir des élus, FFS, RCD, MDA, MAJD, elles n'ont pas de politique à proposer différente de celle du FLN, dont tous leurs cadres sont sortis. Le chef du file de l'une, le MAJD, n'est autre qu'un ancien Premier ministre de fraîche date écarté par Chadli ; celui du MDA est l'ancien président Ben Bella, éliminé en 1965 par un coup d'Etat mais qui, après avoir fait des appels du pied aux islamistes, vient maintenant de déclarer qu'il envisage de retourner prochainement au FLN ; quant au FFS et au RCD, ce sont deux partis essentiellement kabyles, dont le premier est dirigé par un vieux politicien, Aït Ahmed, qui a pour seul mérite d'avoir été éliminé du pouvoir dès l'indépendance en 1962 et de sembler être l'homme politique bourgeois algérien le plus coté auprès de la classe politique et des banquiers français.

Quant à des partis qui se réclameraient de la classe ouvrière, ils sont quasiment inexistants. Le Parti Communiste (PAGS, Parti de l'Avant-Garde Socialiste) n'a jamais été autre chose que l'aile gauche du FLN et ne se présente pas aux élections contre la tenue desquelles il était tant que le gouvernement n'avait pas interdit le FIS. Des deux petits groupes trotskystes algériens, l'un, le PT (Parti des Travailleurs), a décidé aussi de ne pas se présenter, l'autre, le PST, présente des candidats dans 53 des 430 circonscriptions.

La crise économique préoccupe plus la population que les échéances électorales.

Le parti au pouvoir tente donc de se refaire une santé et de faire le plein des voix, essentiellement en cherchant à apparaître comme le seul parti capable de barrer la route à dictateur prétendu pire que lui. Cet argument peut ramener au FLN une partie des voix d'électeurs qui croiraient trouver là une sorte de "moindre mal", surtout dans le milieu de la petite bourgeoisie libérale. Et ce sera probablement l'argument que donneront tous les candidats malheureux des partis dits "démocrates" pour appeler leurs électeurs à reporter au second tour leurs voix sur le FLN. Mais il serait bien illusoire de voir dans le FLN un rempart contre le danger intégriste et contre le retour à une dictature. Car la dictature précédente était celle du FLN, et tous ceux qui ont été touchés par les événements d'octobre 1988, où l'armée a tiré sur la jeunesse dans les rues d'Alger, n'ont aucune raison de croire que le FLN les protégera d'un retour à la dictature. Et c'est la politique du FLN au pouvoir qui a secrété le développement du mouvement intégriste, qui a repoussé dans ses bras des milliers de jeunes ou moins jeunes, écœurés par la corruption des notables FLN, l'austérité qu'impose le gouvernement aux couches pauvres et l'arrogance des nouveaux riches pour la plupart étroitement liés au pouvoir en place.

Aussi n'est-il pas étonnant de lire dans la presse algérienne que la campagne électorale débutée depuis déjà plus de 10 jours est morne, peu suivie par une population désabusée de la politique et plus soucieuse de l'aggravation de ses conditions de vie, de la hausse constante des prix, des pénuries, que des échéances électorales.

Olivier BELIN

Yougoslavie

JEU DIPLOMATIQUE SUR FOND DE BATAILLE

Moins d'une semaine après le sommet de Maastricht, où les douze puissances européennes ont manifesté en principe le désir de mener une politique étrangère commune, leurs ministres des Affaires étrangères réunis à Bruxelles le 16 décembre ont fourni l'illustration des difficultés qu'ils rencontrent pour parler d'une seule voix.

Cette réunion a été l'occasion d'un bras de fer diplomatique à propos de la reconnaissance ou non de l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, entre l'Allemagne et l'Italie d'une part, la France et la Grande-Bretagne de l'autre (si l'on s'en tient aux principales puissances).

Une manifestante croate, venue au Sommet de Maastricht, pour s'adresser à «l'Europe». AFP

Finalement, a été retenu le principe de la reconnaissance à partir du 15 janvier de *"tous les Etats qui souhaitent la reconnaissance internationale comme Etats indépendants"*, si les conditions posées par les Douze sont remplies - ce qui apparaît bien comme une victoire diplomatique de l'Allemagne, puisque celle-ci se montre pressée d'obtenir cette reconnaissance pour ses protégés croates et slovènes. Cependant, le chancelier allemand Kohl a fait de son côté un petit pas puisque, aux dernières nouvelles, il a accepté de repousser ainsi de quelques semaines une reconnaissance qu'il avait promise aux députés allemands pour "avant Noël", tout en répétant que sa décision était irrémédiable.

Les dirigeants américains avaient largement fait connaître leurs réserves, pour ne pas dire leur hostilité à toute reconnaissance "sélective" et "hâtive" de certaines Républiques. Ce n'est pas une politique nouvelle de leur part. Avant même les déclarations d'indépendance de la Slovénie et de la Croatie le 25 juin dernier, toutes les grandes puissances avaient, en fait, pris position en faveur du maintien de l'unité yougoslave et parlé de suspendre toute aide économique en cas de sécessions. Et la Communauté européenne elle-même s'était exprimée alors dans le même sens, en déclarant qu'elle ne reconnaîtrait pas de nouveaux Etats et suspendrait son aide économique.

Il est clair que, dans le contexte des pays de l'Europe de l'Est, sans même parler de l'URSS, les puissances impérialistes ne voient pas d'un bon œil des remises en cause du statu quo qui, avec la montée des nationalismes tous azimuts, engendrent des risques de déstabilisation incontrôlables.

Mais les intérêts et les vœux des impérialistes à long ou même moyen terme sont une chose ; et leurs possibilités de maîtriser les forces et les tensions sociales et politiques, dans l'immédiat, en sont visiblement une autre. Maintenant, la guerre s'est installée en Yougoslavie et elle s'éternise, chaque clique rivale pratiquant un féroce chacun-pour-soi sur le dos des peuples. Et on a vu, parallèlement, les dirigeants européens diverger, exprimer de plus en plus ouvertement des politiques différentes.

Dans la situation et les rapports de forces qui se sont créés, chacune voit désormais ouvertement midi à sa porte et adopte le profil qui l'avantage.

Les groupes capitalistes allemands (sans parler des autrichiens) ont depuis longtemps des intérêts en Slovénie et Croatie. Cela ne signifie pas qu'ils aient poussé ces Républiques à faire sécession - les politiciens et les privilégiés slovènes et croates ont eu par eux-mêmes leurs motifs pour cela. Mais maintenant, les dirigeants allemands se posent en "protecteurs" de leur indépendance, et les pressions politiques internes à l'Allemagne, qui s'expriment dans les milieux politiques et la presse, jouent leur rôle dans cette attitude. De même en Italie.

La France et l'Angleterre plus proches, sur ce point de la position des Etats-Unis, pour des raisons d'ordre général, mais aussi sans doute pour tenter de faire pièce à l'influence grandissante de l'Allemagne dans cette partie de l'Europe, ont assoupli en fin de compte leurs propres positions et Jacques Delors a déclaré qu'il était désormais *"difficile de retarder longtemps la reconnaissance de l'indépendance"*. Les diplomates français se flattent d'être parvenus à assortir leur reconnaissance au 15 janvier de "conditions" : la Slovénie et la Croatie devront s'engager à respecter "la démocratie", "les Droits de l'Homme", les frontières et les "engagements internationaux antérieurs". Le Parlement croate s'est hâté de voter une loi garantissant le respect des Droits de l'Homme et des minorités ethniques. Remplira-t-il donc les conditions, lui qui ne contrôle même pas ses propres troupes et milices sur son territoire ? Qui en sera juge ? Au-delà de cette hypocrisie, cette histoire de conditions à remplir n'est sans doute qu'un prétexte pour ne pas perdre la face... et pour gagner du temps, en attendant de voir l'évolution de la situation sur le terrain.

Car dans toute cela, la guerre continue. La promesse de reconnaissance de l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie par l'Europe n'y met pas un terme par elle-même. Elle peut même au contraire contribuer à l'alimenter de diverses manières, voire à l'étendre en Bosnie-Herzégovine, en Macédoine.

Plus que l'unité de l'Europe des capitalistes, en tout cas la décision du 16 décembre montre son impuissance devant le processus régressif qui s'est enclenché dans sa région balkanique.

Christiane LE GUERN

USA

Des hôpitaux où l'on élimine les patients

Un hôpital aux USA.

Le professeur Newton, responsable d'un grand hôpital du sud de la Californie, vient de raconter comment, dans son hôpital, on avait provoqué la mort de plusieurs patients.

Et de citer le cas de gens en coma dépassé, "débranchés" pour faire de la place à d'autres. Ou des personnes amenées en urgence ayant attendu jusqu'à 50 heures avant d'être opérées, faute de place, faute de personnel, faute d'argent, explique Newton, qui met en cause les économies drastiques réalisées sur le budget fédéral et celui des Etats en matière de santé.

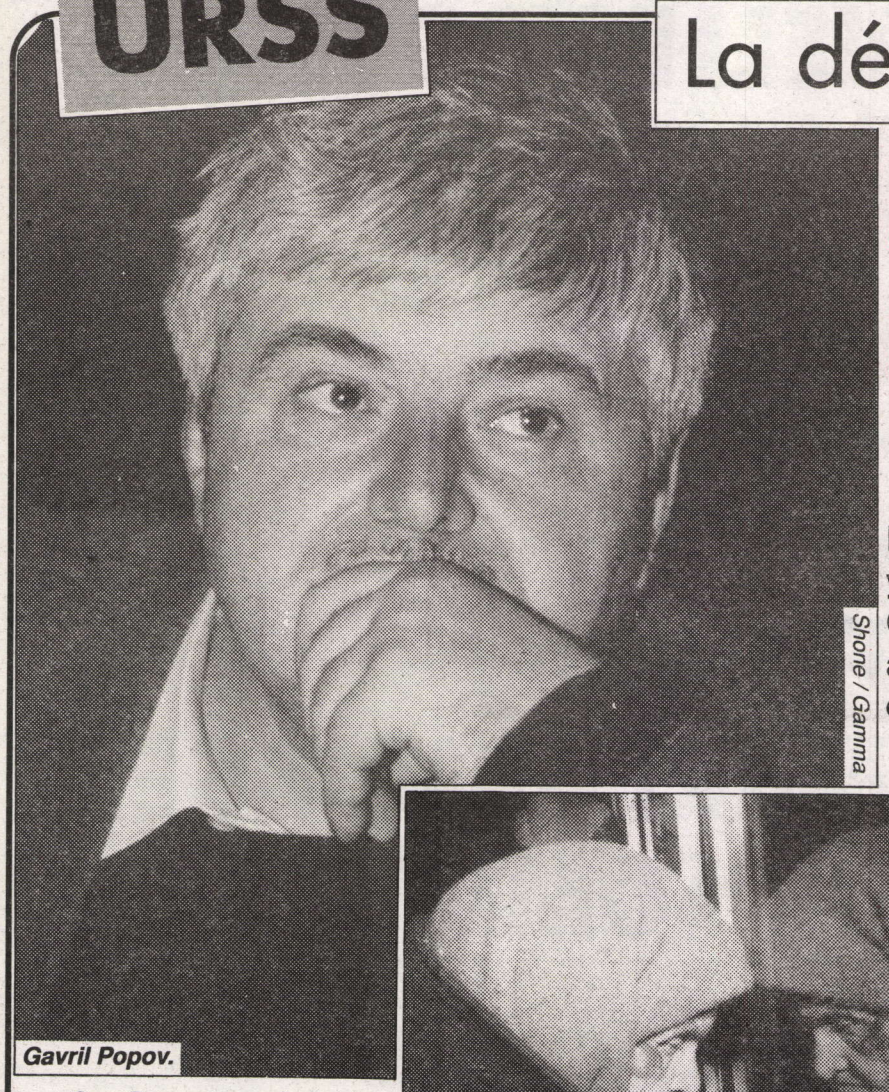
Qu'il puisse en être ainsi dans l'un des Etats les plus riches (la Californie), les moins touchés par la crise économique, du pays le plus puissant au monde, juge le système capitaliste qui, lui, devrait depuis longtemps avoir été "débranché". Pour que l'humanité, elle, puisse enfin vivre.

URSS

La démission du maire de Moscou

MAIN BASSE SUR LA VILLE

Gavril Popov, un des ténors des politiciens pro-Eltsine et qui fut, à ce titre, élu maire de Moscou il y a plus d'un an, vient de donner sa démission. Officiellement, parce qu'il n'était pas d'accord avec la façon dont Eltsine mène ses "réformes" économiques.



Shone / Gamma

Gavril Popov.

A Moscou, un magasin privé propose quelques produits occidentaux à des gens qui, la plupart du temps, ne peuvent les acheter.

AFP

Que Popov ne soit pas content qu'Eltsine ait décidé d'augmenter d'abord les prix (cela doit se faire, massivement, en principe à partir du 2 janvier) et seulement ensuite de privatiser les entreprises, de commerce notamment, cela peut se comprendre. Popov s'est fait en effet une spécialité des "privatisations sauvages" à la tête de la municipalité moscovite. Et il aurait sans doute apprécié que la loi l'autorise à aller plus loin et plus vite , dans le domaine de l'immobilier ou dans celui du commerce. Elles ne sont pas rares, en effet, des situations comme celle d'un des plus grands quartiers du sud de la capitale, où les conseillers municipaux "popoviens" réussissent l'exploit d'être, tous sauf un, actionnaires d'une Union pour le Commerce... qui attend de voir privatiser des magasins aujourd'hui désespérément vides, pour y écouler, au prix fort, ce que l'on vend en ce moment sous le manteau, ou tout simplement pour revendre ces magasins à qui en voudra.

Depuis des mois, le maire et son équipe ont fait main basse sur tout ce qui passait à leur portée. Il poursuivait ainsi à grande échelle une pratique à laquelle il s'était adonné de longue date, ledit Popov ayant débuté sa carrière sous Khrouchtchev comme apparatchik du Komsomol, puis du Parti, au sein de l'Université de Moscou, sa renommée d'économiste n'y ayant d'égale que celle due au montant des pots-de-vin qu'il réclamait.

Evidemment, la mairie de Moscou lui a offert un champ d'action plus étendu. Et on l'a bien vu au fil des scandales qui ont commencé à filtrer : expulsion, par la force de la police municipale (il faudrait d'ailleurs parler de véritables expropriations), d'organismes universitaires, d'institutions de gestion économique ayant pour principales qualités d'avoir des locaux bien situés... et que la bande à Popov voulait revendre ou relouer ensuite en devises à des hommes d'affaires ou à des firmes étrangères soucieux de s'installer en centre-ville.

Plus rien ne semblait les arrêter, à tel point qu'ils en arrivèrent à s'en prendre à des protégés d'Eltsine.

Il a fallu attendre que le conflit prenne l'allure d'un affrontement ouvert entre deux bandes d'accapareurs rivales, ceux de Popov et ceux d'Eltsine, pour que la presse soviétique et occidentale "découvre" qui était Popov, et pour que Popov ainsi que Sobtchak, le maire de Leningrad-Saint-Pétersbourg (qui, lui, est là-bas le président de la plus grosse société privée soviéto-étrangère), se "découvrent" des "désaccords" avec la politique du président de Russie. Une tentative, pour ces vieux renards de la bureaucratie, de prendre leurs distances d'avec une politique qui va être associée aux hausses de prix massives de début janvier ? C'est possible, car justement ils viennent de créer un Mouvement des Réformes Démocratiques, qui se veut dans l'opposition à Eltsine et qui regroupe une bonne fraction des vedettes du monde politicien russe.

La lutte pour le rétablissement du capitalisme en URSS a des "héros" parfaitement représentatifs, entre Popov, passé du trafic d'influence sous Brejnev aux "privatisations" sous Gorbatchev, et un Artem Tarassov, l'un des premiers "hommes d'affaires" des coopératives, qu'aucun journal occidental n'aurait omis de citer comme l'un des héros de l'ère nouvelle, il y a un an ou deux, juste avant qu'il ne disparaisse en emportant la caisse : 42 millions de dollars, (227 millions de Francs).

Ce n'est encore que de l'amateurisme par rapport au "trou" qu'un capitaliste occidental comme Maxwell peut laisser derrière lui mais c'est déjà des mœurs de maffiosi, digne d'une république bananière. **P.L.**

Tchécoslovaquie

La "démocratie" pourra emprisonner pour propagation d'idées communistes

Le Parlement tchécoslovaque vient de voter une loi prévoyant une peine de prison de un à cinq ans à l'encontre de *"tout citoyen soutenant les idées d'un mouvement allant à l'encontre des Droits de l'Homme ou véhiculant la haine raciale, ethnique ou de classe (par exemple, le communisme ou le fascisme)"*. Le vote de cette loi qui, dans un bel amalgame, vise surtout à interdire la propagation des idées communistes, a tout de même déclenché quelques remous, et pas seulement du côté de l'ancien parti dit communiste.

Les partis de droite à l'origine de la loi se défendent en affirmant qu'il n'est pas question d'interdire le PC pour autant. Et le président de la Cour Suprême de rassurer : *"La loi n'a aucune valeur rétroactive"*. Ben voyons ! Quelques-uns des dignitaires politiques du nouveau régime, sans parler de la plupart des hauts fonctionnaires et de la hiérarchie militaire, avant de tourner leur veste et de virer à droite, voire très à droite, ont été de bons et loyaux dignitaires du parti stalinien au temps où il était au pouvoir.

Le très démocratique régime de la "nouvelle Tchécoslovaquie" a en revanche désormais la base légale pour emprisonner tous ceux qui se revendiqueraient réellement du communisme, sans que cela soit, comme pour les carriéristes staliniens dans le passé, par l'attrait de la mangeoire. En toute démocratie, bien entendu !

Pologne

Intégrisme sur ordonnance

GAMMA

L'Association des médecins polonais, l'équivalent pour ce pays du Conseil de l'Ordre des médecins en France, s'est prononcé par 449 voix contre 75 pour l'interdiction de pratiquer l'IVG.

Cette association, qui régente l'activité de 80 000 praticiens, va demander au Parlement l'adoption d'une loi interdisant l'avortement.

L'ordre nouveau arrive à grand pas en Pologne...

Question : les médecins polonais devront-ils, pour officier, porter la soutane par-dessus ou par-dessous leur blouse blanche ?

Haïti

NOUVELLE VAGUE DE RÉPRESSION

Reus / Gamma

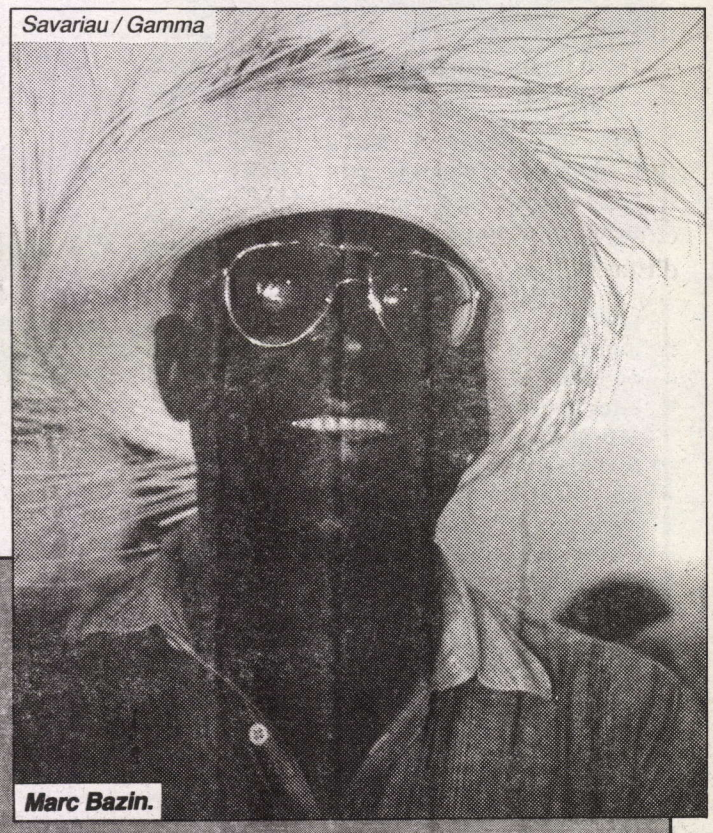
Les militaires dans les rues du Port-au-Prince...

L'armée haïtienne a été mise en état d'alerte maximum à l'occasion du premier anniversaire de l'élection d'Aristide à la présidence de la République. Ce qui signifie en clair que des véhicules militaires circulaient dans les quartiers pauvres, tirant et tuant au hasard, comme ça, pour terroriser ; que l'on a procédé à de nouvelles arrestations des partisans présumés d'Aristide ; que les militaires en civil ou l'extrême-droite macoutique avaient carte blanche, à Plaisance (nord du pays), pour mettre le feu à une cinquantaine de maisons ; à Pignon pour assassiner un député vaguement socialiste à l'occasion d'une malencontreuse tentative d'organiser une réunion publique ; pour régler des comptes un peu partout.

Pourtant, d'après des bruits émanant des milieux diplomatiques, une "solution" serait en vue, sous la pression des Etats-Unis et par l'intermédiaire de l'Organisation des Etats Américains (OEA), visant à faire mine de sauvegarder la "légalité" qui fait qu'Aristide est toujours le président élu, tout en laissant la réalité du pouvoir à l'armée qui l'a renversé. Cette solution serait de nommer un Premier ministre accepté par les deux parties, c'est-à-dire d'un côté par le Parlement qui siège à Port-au-Prince et qui est à la botte des militaires, et de l'autre côté par Aristide. Le Parlement a déjà donné son accord pour Bazin, vieux crocodile de la politique haïtienne, ex-ministre de Duvalier, ancien haut fonctionnaire international et, comme tel, l'homme des Américains, présidentiable de toujours, qui avait pensé que le fauteuil lui revenait de droit, jusqu'à ce que la

ET MARCHANDAGES DIPLOMATIQUES

Savariau / Gamma



Marc Bazin.

L'embargo et ses conséquences

Bien que les Etats-Unis n'aient jamais porté Aristide dans leur cœur, ils se sont cependant fait une raison de son élection, dans la mesure où, à la présidence, Aristide a fait des efforts méritoires pour plaire à Washington. En outre, les milieux politiques américains eux-mêmes – et plus encore les investisseurs américains – en avaient assez de la succession de coups d'Etat, de l'instabilité, de l'anarchie militaire et surtout du danger d'explosion dont tout cela était lourd, du côté des masses pauvres.

Devant ce énième coup d'Etat qui renversa Aristide, les Etats-Unis se devaient de réagir donc et de montrer qui était le patron dans la région. Mais pas trop méchamment. Car si les Etats-Unis peuvent tolérer un Aristide, dans la mesure et jusqu'au moment où cela les arrange, ils savent qu'ils ne peuvent pas se passer de l'armée haïtienne. Elle est pourrie, corrompue, indisciplinée, mais il n'y a rien d'autre pour maintenir l'ordre.

La solution trouvée fut l'embargo. Les Etats-Unis ont cessé d'importer et d'exporter vers Haïti, et incitaient les autres Etats de la région à en faire autant. Cela devait amener les militaires haïtiens à accepter une solution de compromis, laissant au moins un semblant de place au "président élu", au "processus démocratique", etc. D'autant qu'entretemps, l'armée a suffisamment massacré dans les quartiers pauvres pour que les masses ne se fassent plus trop d'illusions sur ledit processus.

Résultat : l'armée est toujours au pouvoir aux côtés des fantoches civils qui occupent formellement les postes ministériels. Les commerçants, les grossites haïtiens ont doublé, triplé, décuplé leurs prix, avant même que l'embargo entre en application. Ils ont fait des stocks, de quoi s'approvisionner eux-mêmes et de quoi voler encore plus les pauvres, une fois l'embargo en vigueur. Et l'embargo justifie désormais les prix élevés sur des produits qui entrent en contre bande par des circuits tenus par cette fraction de la bourgeoisie qui en vit depuis longtemps, avec la complicité de haut gradés de l'armée. La "pression" américaine se révèle être une occasion de s'enrichir pour une partie de ceux précisément qu'elle est censée faire reculer (même si, globalement, l'embargo n'est tout de même pas une bonne chose pour les affaires).

Pour les classes pauvres, l'embargo se traduit, directement ou du fait de l'agissement des spéculateurs, par une véritable catastrophe.

Comble de cynisme, les militaires au pouvoir et l'extrême-droite macoutique – les deux notoirement liés à la contrebande et aux spéculateurs – dénoncent l'embargo et la politique de non-reconnaissance du régime issu du coup d'Etat... en se posant en porte-parole des couches pauvres affamées. Ils le peuvent d'autant plus que, symétriquement, Aristide et les aristidiens présentent l'embargo et la pression internationale comme la seule solution pour ramener Aristide.

"Soutenez l'embargo, souffrez en silence, et les Etats-Unis et l'OEA feront le reste" – voilà l'unique leitmotiv de la politique aristidienne en direction des classes pauvres. Alors, réduites à cette alternative par les dirigeants mêmes à qui elles accordent leur confiance, les masses pauvres souffrent mais restent, dans leur grande majorité, partisanes de l'embargo.

Rien ne dit que l'embargo ramènera Aristide. Mais la politique menée par Aristide désarme les masses. Pendant que les brutes sanguinaires de l'armée continuent à écraser les masses, Aristide veut surtout montrer qu'il n'est pas prêt à rentrer à n'importe quel prix. Revenir avec l'aide des puissances impérialistes présentées comme des "amis du peuple haïtien", oui. En faisant appel au soutien des masses, non. Des fois que l'appel soit entendu...

... et quelques-unes de leurs victimes.

Reus / Gamma

vague déferlante venue des quartiers pauvres fasse écrouler ses espoirs au profit d'Aristide, et surtout grand bourgeois, bénéficiant de la confiance des privilégiés haïtiens et qui a soutenu le coup d'Etat militaire.

Les rumeurs font état de l'accord d'Aristide avec cette "solution". Resterait encore à convaincre Aristide qu'il ferait mieux de rester à l'étranger car, même si l'armée poussait le compromis jusqu'à accepter des subtilités juridiques laissant à Aristide le titre de président, elle n'irait pas jusqu'à garantir sa sécurité et sa vie en cas de retour au pays. Resterait surtout à Aristide à convaincre les masses pauvres qui l'ont élu et qui, jusqu'à présent, le suivaient lorsqu'il expliquait que la seule voie pour le ramener et pour faire rentrer l'armée dans les casernes était de faire confiance à la pression internationale, à l'embargo décrété par les Etats-Unis, par la France, par l'OEA.

Les semaines qui viennent montreront si un marché de ce genre – qui signifierait qu'Aristide officialise en quelque sorte le coup d'Etat et se contente d'inaugurer des chrysanthèmes... à l'étranger – est en passe d'être conclu ou pas. Mais même s'il l'était déjà, ce ne serait pas en contradiction avec une recrudescence de la répression dans les quartiers pauvres de la part de l'armée. Si l'armée et la couche privilégiée ont toujours été violemment hostiles à Aristide, ce n'est pas seulement ni même principalement parce que l'ex-curé des quartiers pauvres est un intrus dans cette mafia qu'est la couche dirigeante politico-militaro-bourgeoise de Haïti. Mais les couches riches n'ont pas pardonné que les quartiers pauvres puissent considérer l'élection d'Aristide un tant soi peu comme leur victoire.

Aristide au pouvoir n'a pourtant rien fait pour les masses pauvres. Il ne les a surtout pas préparées à se défendre contre un coup d'Etat largement annoncé. Mais même ce petit sentiment de victoire et de dignité que les masses pauvres ont éprouvé en élisant Aristide était de trop pour les privilégiés. Et c'est ce sentiment-là qu'il faut effacer, ce sont les masses qu'il faut terroriser, surtout d'ailleurs dans l'hypothèse qu'Aristide retrouve son poste, même vidé de tout pouvoir.

Mexique

Au Mexique, une réforme constitutionnelle concernant la propriété de la terre est en passe d'être votée par le Sénat de ce pays. Il s'agit de revenir sur une législation datant de 1917, c'est-à-dire de l'époque où Emiliano Zapata, à la tête de troupes constituées par des paysans indiens, menait une lutte révolutionnaire pour tenter d'imposer que la terre soit *«restituée à ses anciens possesseurs»* les Indiens.

À l'heure de la déréglementation

L'ÉTAT S'APPRÊTE À DONNER LA TERRE AUX TRUSTS

Il avait fallu attendre 1934 pour que, sous le régime du nationaliste et populiste Cardenas, soit opérée une vaste réforme agraire qui donna aux paysans près d'un tiers des terres cultivables du pays. L'*ejido* est le nom donné aux anciennes terres communales qui, à cette époque, furent découpées en petites parcelles et données en usufruit aux paysans pauvres qui pouvaient cultiver ces terres et les transmettre à leurs enfants, mais qu'ils n'avaient ni le droit de vendre, de louer ou d'hypothéquer.

Ce système de l'*ejido* – tout un symbole – qui concerne aujourd'hui près de 45 % de la superficie et 56 % des terres cultivées, va donc disparaître. En fait, cette remise en cause est demandée depuis des années non seulement par une partie de la classe politique mexicaine, mais aussi par le gouvernement nord-américain, par les capitalistes de l'agro-alimentaire et par les autorités internationales du FMI. Et si le parti au pouvoir, le PRI, a hésité avant de s'y attaquer, c'est tout simplement parce qu'il craignait les réactions, dans un pays où la petite paysannerie est très nombreuse.

Le morcellement de la propriété entre les mains de petits paysans, trop pauvres pour investir et qui subviennent très difficilement à leurs propres besoins, serait, d'après toutes ces autorités, à l'origine du manque de rentabilité de l'agriculture mexicaine. Tous ces «réformateurs» envisagent tout bonnement, pour y remédier, de donner aux grandes sociétés capitalistes, nationales ou étrangères, les moyens légaux de chasser les paysans de ces terres où ils vivaient misérablement, mais où néanmoins ils survivaient.

Et il y a fort à parier qu'à court terme cette réforme va se traduire par un nouvel exode rural, qui conduira des millions de Mexicains à grossir les rangs des sans-emplois dans les grandes villes déjà surpeuplées, ou à émigrer clandestinement vers les USA, ou encore à aller trouver un emploi précaire et sous-payé dans l'une de ces zones franches qui fleurissent le long de la frontière nord-américaine.

Mais là n'est pas le problème du gouvernement de l'actuel président Salinas Gortari, qui s'efforce par tous les moyens d'attirer des capitaux étrangers vers le Mexique et multiplie les gages de bonne volonté vis-à-vis des USA dans le but de négocier sa place dans le futur grand marché américain constitué par les USA, le Canada et le Mexique.

Les dirigeants nord-américains entendent bien que le Mexique paie cette place au prix fort. Ils exigent du Mexique qu'il paie les intérêts de sa dette. Ils ont exigé, main dans la main bien sûr avec les autorités du FMI, que le gouvernement mexicain réduise ses dépenses sociales, privatise une partie de ses entreprises d'Etat. Ils ont imposé une déréglementation concernant les investissements étrangers, qui a favorisé le développement de ce qu'on appelle là-bas les «maquiladoras». Ces maquiladoras sont des usines d'assemblage qui travaillent en sous-traitance pour le marché des USA. Leur caractéristique principale est qu'elles échappent totalement au contrôle de l'Etat mexicain. En effet, elles peuvent faire venir en franchise de douane de n'importe quel pays du monde les équipements et les composants dont elles ont besoin. Par ailleurs les produits finis exportés vers les Etats-Unis ne sont taxés que sur la valeur ajoutée au Mexique même.

Elles existent sous des formes plus ou moins semblables dans de nombreux pays d'Asie où se sont constituées de multiples zones franches industrielles qui échappent la plupart du temps à la législation, aux règles fiscales du pays d'accueil, de même d'ailleurs qu'à toute législation du travail. Mais alors qu'elles avaient un caractère exceptionnel au Mexique, elles s'y développent à toute vitesse depuis les toutes dernières années.

Les dirigeants des pays impérialistes et ceux des grands groupes capitalistes mènent des offensives pour rendre des pays comme le Mexique encore davantage à leur merci.

H. M.

Paysans mexicains.

GAMMA

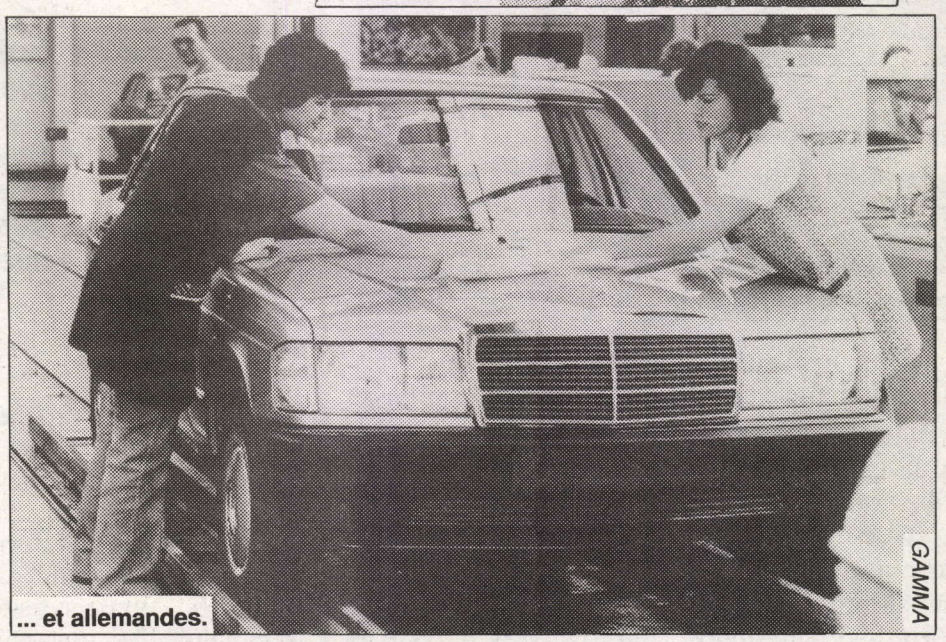
BAS SALAIRES EN EUROPE

Jacob Sutton / Gamma

Métallurgistes irlandais...

Bartoli / Gamma

... espagnol ...


GAMMA

... et allemandes.

Une étude du CERC (Centre d'Etudes des Revenus et des Coûts), concernant les bas salaires en Europe, donne au moment où l'on vient de discuter de "l'Europe sociale" dans le cadre des accords de Maastricht, une petite idée de la diversité existante dans les différents pays sur la paye des travailleurs salariés.

Une petite idée seulement, car ces statistiques comparent, par rapport à un salaire médian - celui qui partage en deux parties égales ceux qui touchent plus et ceux qui touchent moins - les salariés qui n'en gagnent que les deux tiers. Et elles rangent ceux-là, et ceux-là seuls, dans la catégorie des bas salaires. Par exemple, en France où le salaire médian est de 7 500 F net, les bas salaires commencent à partir de 5 000 F net. Et le pourcentage de salariés qui ne touchent pas plus de 5 000 F net par rapport à l'ensemble est de 14%. Soit environ deux millions de travailleurs.

Le salaire médian est variable selon les pays de l'Europe des Douze. Si l'on en croit les chiffres publiés dans *Le Parisien* du jeudi 12 décembre, pour ce qui est de la moyenne des salaires horaires, il y aurait par exemple un rapport de un à sept entre l'Allemagne et le Portugal, un rapport de 1 à 1,6 entre l'Allemagne et la France, pour ne citer que ces exemples. C'est pourquoi les comparaisons en pourcentage de ce que l'étude du CERC appelle *"les bas salaires"*, doivent être regardées sous réserve, un bas salaire allemand étant la plupart du temps bien plus élevé que l'immense majorité des salaires portugais.

Compte tenu de cela, voici les chiffres et les regroupements par pays effectués dans le cadre de l'étude du CERC :

Il y a un groupe de trois pays où la proportion de bas salaires est la plus faible : la Belgique (5%), les Pays-Bas (11%), et le Luxembourg. Ils ont des systèmes identiques. Ils combinent la fixation des salaires - et donc des minimas - par voie contractuelle par branche, avec l'existence en même temps d'un salaire minimum interprofessionnel, pour les salariés qui ne seraient pas couverts par les accords de la branche. Ce sont des pays où il y a un fort taux de syndicalisation, et où les organisations syndicales sont très institutionnalisées.

Vient ensuite un groupe de trois autres pays, France (14%), Espagne (19%), Portugal (12%). Là, la syndicalisation et les syndicats sont faibles et le patronat peu enclin à les promouvoir interlocuteurs patentés et privilégiés. Dans ces trois pays les accords de branche sont limités, et les salaires les plus bas qui en résultent sont souvent inférieurs à un minimum fixé par l'Etat (le SMIC en France).

Troisième groupe de pays, celui de l'ex-RFA (13%), l'Italie (14,5%), le Danemark, où il n'y a pas de salaire minimum interprofessionnel, mais là, 80% à 100% des salariés sont couverts par des accords de branche.

Et enfin, dernier groupe, la Grande-Bretagne (20%) et l'Irlande (18%). Là, il n'y a pas de salaire minimum interprofessionnel, et seulement 50% des salariés sont couverts par un accord de branche. La négociation par entreprise y est privilégiée par rapport à des négociations centralisées.

Ce qui ressort le plus de ces données en réalité, plus que les bas salaires, c'est l'éventail dans lequel ils se situent, et les différences entre les législations de chacun des pays de l'Europe des Douze. Ces indications donnent cependant un petit aperçu du chemin qu'il faudrait parcourir pour unifier la condition des salariés d'un bout à l'autre de cette Europe. Inutile de dire que si les gouvernements - celui de la France - veulent bien parler *"d'Europe sociale"*, ce n'est sûrement pas dans le but d'aligner les salaires... surtout pas vers le haut. Les patrons, et les gouvernements à leur service, sont bien trop contents de pouvoir jouer sur la diversité des salaires et des conditions de travail, voire la concurrence entre travailleurs de différents pays, pour en tirer le maximum de profits. Et s'ils aimeraient bien supprimer les frontières pour vendre chacun leurs marchandises ou placer chacun leurs capitaux, ce n'est pas pour autant qu'ils souhaitent renchérir, où que ce soit, la force de travail. Au contraire, en cette période de chômage, ils font tout ce qu'ils peuvent pour concourir à la faire baisser.

Louis GUILBERT

ILS NE MANQUENT PAS D'ASSURANCE

Le directeur de la Fédération Française des Sociétés d'Assurance annonce qu'en 1992 les contrats automobiles subiront une hausse qui pourra atteindre 8%. Ainsi un automobiliste qui paye 3 000 F pourrait avoir 240 F supplémentaires à débourser.

Le gouvernement, lui, n'autorise comme augmentation des salaires dans le secteur public que 2,6% pour 1992. Mais qu'importe ! Il faut bien que les assurances puissent continuer à jouer des masses de plus en plus énormes de capitaux à la Bourse, et qu'elles puissent accroître toujours et encore plus leur patrimoine immobilier.

Et dire que pour l'indemnisation des hémophiles contaminés, les assurances ont réussi à n'avoir que 1,2 milliard à payer pendant que l'Etat, lui, aura à débourser 3 à 4 milliards par an. Avec le nouveau coup de l'augmentation de 8%, ce n'est pas qu'une épingle que les assurances tirent du jeu. Même en or ou en diamants, il en faudrait une sacrée botte pour faire l'équivalent de ce qu'elles se mettent dans les poches. Du coup du SIDA, elles n'ont pas mis longtemps à en trouver le remède.

LES LICENCIEURS À L'OUVRAGE

Renault annonce encore 3 746 suppressions d'emplois en 1992. Alors qu'en 1984 l'effectif était à 98 000 salariés, il passera à 60 000. PSA qui avait déjà annoncé 3 000 emplois en moins à Citroën Rennes, en prévoit 2 000 en moins à Peugeot Sochaux.

Après la sidérurgie, la SNCF, les dockers, c'est par milliers que les grandes entreprises réduiront les effectifs en 1992. Les capitalistes et le gouvernement à leur service ne feront rien pour diminuer le chômage.

Les laisser faire, c'est les laisser nous mener à la catastrophe. Et il faudra bien que nous, travailleurs, on s'occupe de diriger l'économie.

SNCF - Orléans les Aubrais

PLUSIEURS DÉBRAYAGES CONTRE LES SUPPRESSIONS DE POSTES

Annoncées il y a quelques mois comme inéluctables par les cadres de l'établissement pour *"réduire les coûts et faire une opération de productivité"*, les treize suppressions de postes, qui devaient être effectives au 28 janvier 1992, sont en train de devenir une sacrée épine dans le pied de la direction.

La grande majorité des cheminots du triage ne veulent pas faire les frais d'une restructuration supplémentaire qui aggraverait encore nos conditions de travail et de sécurité. Avec les roulements proposés par la direction, "on revient vingt ans en arrière", entend-on.

Les horaires proposés, dont certains en 16h/24h dont personne ne veut à cause des contraintes, les postes à tâches multiples où des camarades doivent courir sur des lieux distants de plus d'un kilomètre dans une période de travail, la perte des primes de nuit qui peut aller jusqu'à 1000 F pour des salaires de 6 500 F, tout cela a fait déborder le vase.

Commencée par une pétition, la mobilisation s'est poursuivie par plusieurs réunions où nous étions entre trente et quarante (sur les 120 cheminots du triage) appelées par la CFDT et la CGT. Et c'est dans ces réunions que nous discutons et décidons les actions.

Ainsi, le jour de la réunion des délégués du personnel, c'est 45 cheminots qui ont envahi la salle pour dire au patron leur ras-le-bol que ce soient toujours les cheminots de la base qui payent : car si treize postes sont menacés, nous avons aussi appris qu'il se créait... un poste supplémentaire de cadre au triage ! Ce jour-là fut jour de grève et les trains de marchandises de la zone des Aubrais ne sont pas partis.

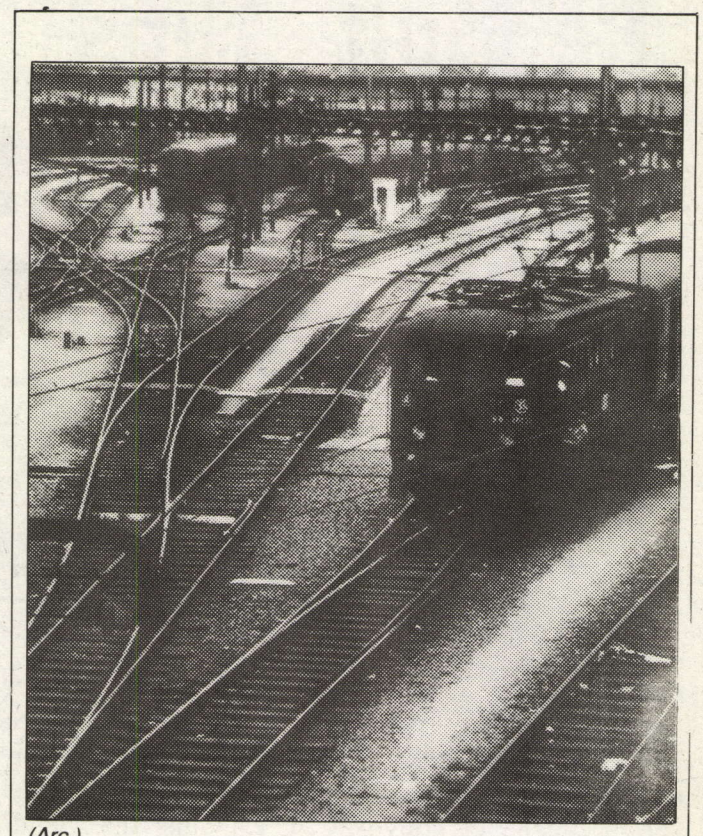
La direction commença à mettre de l'eau dans son vin. Devant nous tous, elle s'engagea à ce qu'il n'y ait pas d'horaires 16h/24h, et annonça que le nombre de postes supprimés n'était plus treize, mais onze. Et la réorganisation repoussée à mars au plus tôt.

Tous les présents étaient contents de ce premier recul, mais affirmaient qu'il fallait continuer : "C'est contre les suppressions qu'on se bat, car sinon nous aurons des conditions de travail infernales".

L'appel à la grève pour un demi-service a été voté pour le dimanche 15 et le lundi 16 décembre. Avec les piquets pour convaincre les hésitants, le triage et les trains de desserte ont de nouveau été paralysés en ce début de semaine.

Les cheminots sont décidés à faire reculer la direction dans une période où ils peuvent faire pression car décembre est une période de fort trafic marchandises. Au point que, depuis le début du mois, plusieurs fois le travail n'a pu se faire totalement à cause du manque d'effectifs : les trains de marchandises ont subi des retards de plusieurs heures, comme sur la desserte de la ligne de Sully. Les cheminots veulent mettre un coup d'arrêt à cette politique de profit sur leur dos, sur leurs conditions de travail et de sécurité. Et nombreux sont ceux qui ont commenté l'hypocrite souci de Mitterrand sur les chômeurs, alors qu'il ne tient qu'au gouvernement de ne pas en faire de nouveaux à la SNCF.

Correspondant LO



(Arc.)

C'EST PAS UN CADEAU

Après la panoplie du "parfait petit ACT", il y a quelques semaines, voilà depuis peu à Chambéry, le locotracteur télécommandé. Du coup, à la circonscription d'exploitation, là où il fallait trois agents pour effectuer une manœuvre, il n'en faut, dans un premier temps, plus que deux : et ces petits joujoux sont prévus, dans un avenir un peu plus lointain, pour fonctionner avec un seul cheminot.

Supprimer des postes de travail, c'est l'unique souci de la direction. La sécurité, ... elle verra plus tard.

Car ces locotracteurs télécommandés sont plus dangereux que les locos traditionnels, et même la direction nationale l'a reconnu. D'une part il y a un temps de latence entre la télécommande et le moteur et un freinage réflexe est quasiment impossible. D'autre par, la visibilité d'un quai est moins bonne que lorsqu'on est sur la machine.

Décidément, la direction a une conception de la sécurité qui ne pourra jamais être celle des cheminots !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNCF, Chambéry

LE BON MARCHE COUTE CHER

A l'Aciérie, le briquetage des fours commence déjà à tomber. Nos responsables brûlent des cierges et font des prières pour que l'OLP tienne au moins 300 coulées... On n'avait jamais fait pire !

Il faut savoir qu'avant le licenciement des maçons un four pouvait tenir jusqu'à 1100 coulées.

Il faut savoir aussi qu'un maçonnage de four coûte près de 8 millions de francs.

Les maçons de l'Aciérie ont été licenciés "pour faire des économies", paraît-il ! On voit le résultat...

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Unimétal, Gandrange-Rombas

On nous écrit :

Une rafle dans une Cité de la Région parisienne.

Parce qu'ils avaient été pris à partie verbalement par des jeunes la semaine précédente, des flics de Boulogne-Billancourt se sont livrés, jeudi 12 décembre, à une véritable expédition punitive : à 6 h du matin, ils ont fait irruption brutalement chez des familles d'une cité HLM Tête du Pont de Sèvres, se sont précipités dans les chambres, et ont embarqué, menottes aux mains, une quinzaine d'adolescents, pour la plupart immigrés. Ils les ont conduits au commissariat central de Boulogne.

Là, ils ont commencé par relever leurs identités, qu'ils ne connaissaient pas puisque ces jeunes ont été embarqués tout à fait au hasard. Puis ils les ont enfermés dans des cellules grillagées toute la matinée, refusant de leur dire pour combien de temps ils étaient là.

L'après-midi, les flics, menés par des gradés surexcités, ont procédé à ce qu'eux-mêmes ont qualifié de "ratonnade" : regroupant les jeunes dans une salle, ils les ont provoqués individuellement, à coups d'injures racistes, et ont même cogné certains d'entre eux, qui ont dû aller plus tard se faire soigner. Ils ont photographié chacun des jeunes et ont relevé leurs empreintes.

Tout cela a duré jusqu'à 18h30. Pendant toute la journée, les familles n'ont pu obtenir de nouvelles de leurs enfants, dont certains sont très jeunes : un de 11 ans, un autre de 12 ans !

Voilà ce qui s'est passé dans une cité de la banlieue parisienne : une véritable rafle, brutale, où des flics racistes ont pris des mômes en otages. Une cité comme les autres, où beaucoup de jeunes sont au chômage parce que cette société pourrie est incapable de donner du travail tout le monde, et où la police jette de l'huile sur le feu.

Les flics ont voulu faire peur. Mais si les jeunes et leurs parents ont eu peur, ils sont aujourd'hui en colère et décident de porter plainte. Ils vont informer la presse et font appel à un avocat avec l'aide d'une association de Boulogne-Billancourt

Correspondant LO

Renault - Flins

DES TRAVAILLEURS MENAÇANTS FACE AUX MENACES DE LA DIRECTION

Depuis la grève de Cléon, la direction de Flins a un objectif : ne plus perdre un seul véhicule. Ce qui se traduit pour nous, dans les ateliers, en particulier sur les chaînes, par une tentative de reprise en main par la hiérarchie.

Débrayage à Flins le 17 octobre dernier.

Grands chefs, petits chefs, moyens chefs et chefs sans moyens sont sur la brèche et convoquent à tour de bras dans les bureaux, pour sermonner les travailleurs qui auraient des difficultés à tenir leur poste. Pendant l'entretien, le chef établit un "procès-verbal", dans lequel il note tout ce qu'il reproche à l'ouvrier, du genre : *"Les croix ne sont pas portées sur la fiche suiveuse" ; "L"ouvrier doit signer et s'engager à faire mieux la prochaine fois"*.

Tracasseries sur tracasseries commencent à nous taper sur le système. *"Non seulement,* disent certains, *il faut travailler de plus en plus vite, mais il faut supporter les cadences de la maîtrise et les leçons de morale"*. De ce fait, sur la chaîne, le climat devient électrique.

C'est ainsi que, jeudi matin 12 décembre, un camarade ayant été convoqué à un entretien de ce type, c'est à 60 que nous l'avons accompagné au bureau - c'est-à-dire la majorité des travailleurs de sa chaîne.

Voyant cela de son bureau, le contremaître appela des renforts , le chef de groupe, le responsable administratif et le responsable du personnel.

Mais la partie ne fut pas égale pour autant. Les travailleurs présents, sûrs d'eux, exigèrent que les responsables s'engagent à ce qu'il n'y ait pas de sanction.

Problème pour le chef : il n'y avait encore que... menace de sanction. Et ce n'est pas facile de revenir ouvertement, devant plusieurs dizaines de travailleurs insistants, sur une simple menace.

Mais, devant notre attente, le chef du personnel dut bien trouver quelque chose sur quoi revenir : il suggéra timidement qu'il revenait sur... la convocation du camarade. Mais cela ne suffisait pas aux plus remontés d'entre nous : il fallait qu'il ne reste aucune trace de menace de sanction !

Les chefs cherchèrent comment s'en tirer et collèrent rapidement le compte rendu d'entretien en vue de sanction dans la poche du travailleur concerné. On n'en demandait pas plus et les exclamations de triomphe retentirent alors dans le bureau.

C'est seulement après cette bonne heure de pause agitée que le travail a repris : la maîtrise avait eu tout faux.

ON VOUS LA REJOUE ?

Mais l'équipe d'après-midi, qui elle aussi subissait les mêmes tracasseries et avait eu vent du débrayage du matin, se déplaça au bureau. Il faut dire qu'un travailleur de la mini-chaîne pédaliers, âgé de 54 ans, était à son tour convoqué pour répondre de ses difficultés à tenir son poste.

Devant la déferlante des ouvriers de la grande chaîne, pour l'accompagner, la maîtrise recula et fit la proposition d'une visite médicale extraordinaire, afin de trouver à ce camarade un poste plus calme.

Deux manifestations de ce genre, dans la même journée, sur la même chaîne : il y a tout de même des chances que nous ayons gagné quelques semaines de répit, au moins de quoi digérer tranquillement pendant les fêtes. Il y a également toute probabilité que, dans les autres secteurs, la maîtrise sera rendue plus prudente à la suite de ce mouvement d'humeur.

Serait-ce que, depuis la grève des ouvriers de Cléon, le moral aurait quelque peu remonté à Flins dans certains ateliers ? Il semblerait que la maîtrise de Sellerie vienne d'en faire les frais...

Correspondant LO

SNECMA - Gennevilliers

LA CGT DANS LA COURSE À LA PRODUCTIVITÉ

Il vaut mieux se battre pour les 1 500 F pour tous que pour la baisse des temps... hiérarchisée !

A la SNECMA Gennevilliers, la CGT du secteur des FAN Mécaniques est à la pointe du combat... pour l'augmentation de la productivité.

Ce secteur FAN s'occupe de l'usinage des aubes, ces grandes pales qui équipent les moteurs CFM 56 et CF6 80.

Depuis un peu moins de deux ans, une nouvelle machine, la "5 Axes", est arrivée dans le secteur. Elle permet un usinage plus précis des aubes avec une charge de travail moindre, ce dont on ne peut évidemment pas se plaindre.

Bien sûr la hiérarchie a essayé de nous faire accepter parallèlement une baisse des temps, et elle y est partiellement parvenue.

Il faut croire pourtant que les responsables CGT du secteur estiment que cette baisse de temps n'est pas encore suffisante puisqu'ils font circuler actuellement auprès des travailleurs concernés une liste de 16 questions et propositions destinée à la maîtrise du secteur. La conclusion de ce questionnaire illustre la politique actuelle de la CGT sur l'entreprise. Elle propose, ni plus ni moins, une nouvelle baisse des temps pour l'usinage des pièces. Ainsi, pour une des pièces des aubes, les ailerons, la CGT propose tout simplement qu'on ramène les temps à 3 h et 70 centièmes, au lieu des 5 h et 50 centièmes actuels.

La CGT justifie son choix en expliquant qu'il est préférable de prendre les devants, d'être une force de propositions à l'égard de la maîtrise, si on veut "limiter la casse". Belle argumentation ! Elle n'a même pas pensé que, pour "limiter la casse", elle pourrait plutôt inciter les travailleurs à réagir et à refuser les nouveaux temps.

Mais l'argumentation de la CGT ne s'arrête pas là. Elle affirme, dans un discours qui se veut "marxisant", qu'en augmentant la plus-value liée à la baisse des temps la direction pourrait dégager plus d'argent pour les promotions. Comme s'il suffisait de dégager plus de profits pour que les patrons augmentent les ouvriers.

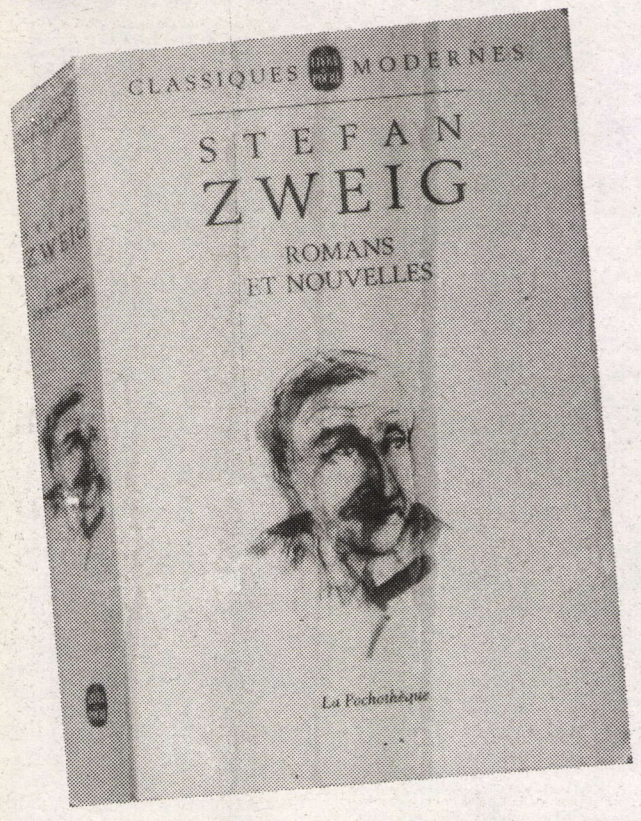
Enfin la CGT n'hésite pas à renforcer l'esprit hiérarchique et catégoriel, puisque les temps qu'elle propose sont applicables dans sa proposition à un P3 HQ, ce qui sous-entend qu'un P2 ou un P3 devrait nécessairement accepter de baisser ses temps s'il veut obtenir un jour une promotion. En tous les cas, la CGT donne des idées à la direction car cette dernière jusqu'à présent n'avait jamais osé lier la promotion d'un ouvrier aux temps de la catégorie à laquelle il aspire, et pour cause : aujourd'hui les temps sont les mêmes pour tous !

La CGT du secteur FAN de Gennevilliers renonce à s'opposer au projet de la direction. Pire même : elle la devance.

Quant au syndicat CGT de l'entreprise, on ne peut pas dire qu'il ait désavoué sa section FAN. Il ne faut pas s'en étonner. La CGT depuis plusieurs semaines essaye de convaincre la direction qu'il faut une nouvelle presse de 30 000 tonnes à Gennevilliers. Elle pratique actuellement un cours très "collaboration de classe", qui trouve son illustration dans d'autres secteurs, comme celui des FAN.

Correspondant LO

Réédition en Livre de Poche



ROMANS ET NOUVELLES de Stefan Zweig

Stefan Zweig est mis à l'honneur par le Livre de Poche, qui a choisi l'écrivain viennois pour inaugurer une nouvelle collection "compacte" du Livre de Poche. Cette anthologie réunit en un seul volume (sur papier bible, quelque 1200 pages) une partie de l'œuvre, soit vingt romans et nouvelles écrits entre le début du siècle et la Deuxième Guerre mondiale. C'est l'occasion de découvrir ou redécouvrir un auteur et une œuvre devenus déjà des "classiques" de la littérature mondiale.

Stefan Zweig (il avait 19 ans en 1900) est l'un des fils de cette bourgeoisie viennoise du début du siècle, riche, cultivée, archi-civilisée, libérale, qui se voulait ouverte à toutes les cultures, débarrassée de tous les préjugés et de toute étroitesse d'esprit et qui connut l'écroulement de toutes ses valeurs avec la Première Guerre mondiale puis surtout avec la montée du nazisme. Stefan Zweig se définissait lui-même comme *"Autrichien, Juif, écrivain, humaniste et pacifiste"*. Le nationalisme montant était pour lui *"la pestilence des pestilences"*. Il fut l'ami, entre autres, de Romain Rolland, de Gorki et de Freud.

Ses romans et nouvelles, d'inspiration purement psychologique, sont presque toujours sans références historiques ou sociales directes sur le monde environnant. C'est la "profondeur des âmes" qu'il guette, ce qu'il y a de "crépusculaire" de "confus" dans les sentiments, la part immergée et secrète de chaque personnalité.

Presque chacun des récits de ce recueil est celui d'une passion folle. Qu'il s'agisse d'un coup de foudre qui décide de la vie d'une femme plutôt mûre et jusque-là mondaine et rangée, pour un jeune aristocrate polonais mordu jusqu'au suicide par la drogue du jeu (*24 heures de la vie d'une femme*), de l'angoisse provoquée par le sentiment de culpabilité qui conduit presque au suicide une bourgeoise jusque-là placide, à partir du moment où elle trompe son mari *(La peur)*, de la passion d'une jeune fille d'un milieu modeste pour un voisin, écrivain célèbre et Don Juan sans mémoire *(Lettre d'une inconnue)*, à chaque fois il analyse une passion exacerbée qui se heurte aux conventions sociales, aux interdits d'une société finalement bien plus étroite qu'il n'y paraît.

Avec une audace tranquille et beaucoup de générosité pour ses personnages, Stefan Zweig aborde des sujets douloureux : le drame de l'homosexualité, à travers la passion d'un professeur pour l'un de ses étudiants, passion d'autant plus terrible qu'elle est refoulée *(La confusion des sentiments)* ou le difficile passage de l'enfance à l'adolescence *(Brûlant secret)* où un enfant découvre le monde des adultes tel qu'il est, égoïste et hypocrite, derrière la convention des sentiments.

Quelques récits cependant, puisés dans les légendes du peuple juif *(Le chandelier enterré)*, ou une chronique *(Le bouquiniste Mendel)*, ou encore *(La collection invisible)* ramènent le lecteur plus directement à la faillite financière, économique, sociale de l'Autriche de l'après-Première Guerre mondiale.

En fait, Stefan Zweig a vu un monde, son monde, s'écrouler autour de lui. C'est cela qu'il décrit à sa façon, avec sa sensibilité et ses intuitions d'artiste. De récit en récit, il nous révèle, sous la surface des eaux paisibles, un monde des profondeurs, chargé de tensions, de passions menaçantes, dangereuses, qui explosent avec d'autant plus de violence qu'elles ont été plus longtemps refoulées.

Cécile BERNIER

Romans et nouvelles de Stefan Zweig. Livre de Poche. Collection Classiques et modernes. 140 F.

Naufrage d'une cérémonie culturelle

Robert Maxwell, le milliardaire anglais tombé de son voilier alors que son empire financier faisait eau de toute part, avait aussi de nombreux amis en France. Du moins quand il était vivant et supposé solvable. C'est ainsi que Jack Lang, le ministre de la Culture, avait programmé pour le 18 décembre une cérémonie officielle à son ministère, *"en hommage à Robert Maxwell"*. La petite fête a été reportée à l'annonce de sa faillite. Comme vont devoir être reportés les remboursements des quelque cinq milliards de francs que le financier avait empruntés, notamment au Crédit Lyonnais, à la Société Générale, à la BNP et à Paribas. Sans doute pour l'éternité.

LUTTE OUVRIÈRE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18
FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière – B.P. 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970.
Gérant : Michel Rodinson.
Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat.
Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson.
Tirage : 17 000 exemplaires.
Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).
Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

– **Lutte Ouvrière -** hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F.
Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.

– **Lutte de Classe -** mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par l'Union Communiste Internationaliste :
France, 1 an : 80 F. – Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL et VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement : • par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
• par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

LE PEUPLE IRAKIEN PRIS EN OTAGE PAR L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN

Plus de six mois après la fin officielle de l'intervention occidentale contre l'Irak, le pays est toujours soumis à un embargo économique sévère de la part des grandes puissances. La majorité de la population souffre de la faim, de l'absence de médicaments et survit dans des conditions précaires du fait de la destruction massive des installations civiles. Les grands moyens d'information occidentaux, qui répercutent la propagande de leurs gouvernements, observent un silence complice sur les souffrances imposées aux civils. Et ils mentent sciemment en évoquant une prétendue renaissance de la puissance militaire de Saddam Hussein et ses armements nucléaires fantômes.

Nous ne faisons pas la guerre au peuple irakien mais à un dictateur dangereux pour la paix du monde, prétendait Bush, il y a un an, au moment du déclenchement de l'offensive aérienne. La panoplie des mensonges du gouvernement américain était aussi variée que celle de ses armements.

On sait aujourd'hui, puisqu'ils l'ont eux-mêmes reconnu, que les services de propagande américains avaient intentionnellement grossi la puissance militaire de l'Irak. Il s'agissait pour les dirigeants de préparer l'opinion à l'éventualité d'une guerre coûteuse en vies humaines du côté américain et aussi d'obtenir les mains libres pour procéder à des bombardements destructeurs censés limiter les combats terrestres.

Les fameux bombardements dit "chirurgicaux", qui paraît-il ne devaient atteindre que les installations militaires et les centres du pouvoir tout en épargnant la population, ont en fait détruit de très nombreuses installations civiles. Les centrales électriques, des usines d'assainissement de l'eau, les systèmes d'irrigation indispensables pour l'agriculture ont été attaqués. Dans le sud du pays, le plus proche du lieu des combats et celui où réside la population chiite, les villes ont été bombardées massivement sans souci d'épargner les civils. La ville de Bassora, deuxième agglomération du pays a été écrasée sous les bombes. Ponts, hôpitaux, écoles, habitations ont été rasés. Le barrage de Ramadi, qui commande une grande partie du réseau d'irrigation vers le sud, a été détruit sur quinze mètres de largeur ainsi que la plupart des vannes d'écoulement.

"Sans l'embargo, on aurait pu le réparer en quelques mois. Faute de financement et du matériel nécessaire, il faudra deux, sinon trois ans ", estime l'agronome René Dumont dans un article du *Monde diplomatique*.

Les épidémies guettent la population pauvre. L'eau potable manque. Les vaccins aussi de même que les réfrigérateurs pour les conserver. Cet été, à Bagdad, la capitale, des enfants sont morts de chaleur dans les hôpitaux où la température dépassait quarante degrés, ont rapporté des journalistes américains. Il n'est pas difficile d'imaginer que la situation est pire dans les autres régions.

Les difficultés d'approvisionnement frappent la majorité. Les prix sont si élevés que le salaire mensuel d'un fonctionnaire bien placé ne représentait cet été que la valeur de cinq ou six boîtes de lait condensé. Tout le commerce est aux mains de spéculateurs qui contrôlent notamment le mince filet d'échanges avec la Jordanie. Au fil des mois la population a vendu ses maigres biens pour survivre.

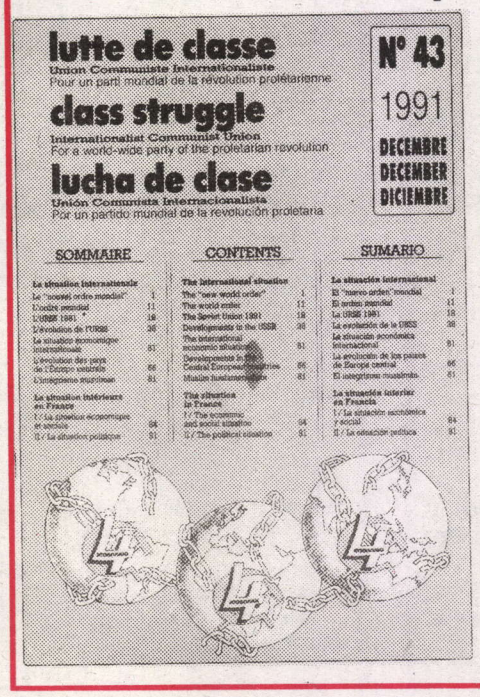
Voilà des mois que les médecins des organisations internationales réclament la levée de l'embargo sur les importations de médicaments et de nourriture pour enfants. Sans être entendus. En août l'ONU avait bien autorisé l'importation de produits alimentaires et médicaux pour 1,6 milliard de dollars. Mais cette autorisation était assortie de conditions draconiennes conçues pour que Saddam Hussein les refuse. La vente du pétrole et les achats correspondants devaient être étroitement contrôlés par la bureaucratie de l'ONU, c'est-à-dire par les autorités américaines. Celles-ci auraient décidé où et quoi acheter et vérifié la répartition à la population. De surcroît, 30 % des sommes résultant de la vente de pétrole irakien auraient dû être versés à un fonds d'indemnisation des dommages de guerre, c'est-à-dire au Koweit. Il s'agissait évidemment de rendre impossible à Saddam Hussein l'acceptation de ces conditions afin de pouvoir poursuivre l'embargo, façon efficace pour freiner le relèvement du pays.

Car aujourd'hui les mensonges continuent : d'après les membres du Conseil de sécurité de l'ONU, les grandes puissances qui marchent au pas derrière le gendarme américain, l'embargo serait le seul moyen pour contraindre Saddam Hussein à révéler tout son arsenal nucléaire et ses armes de guerre biologique. Cette bombe atomique irakienne que tous les experts des nombreuses missions de contrôle qui ont sillonné le pays ne sont pas parvenus à découvrir (pas plus d'ailleurs que les services de renseignements occidentaux) est un argument bien commode. Elle permet de donner un semblant de justification à des mesures qui sont seulement destinées à faire supporter au pays et à sa population le prix maximum pour avoir osé remettre en cause le partage mondial des richesses.

Grâce à l'embargo qui affame les enfants irakiens, Bush peut ainsi faire la démonstration de ce qu'il en coûte de s'attaquer aux intérêts américains et du prix qu'auraient à payer ceux qui voudraient contester son "nouvel ordre mondial".

Pierre VERNANT

LE NUMÉRO 43 (décembre 1991) de la LUTTE DE CLASSE est paru :



AU SOMMAIRE

La situation internationale
Le "nouvel ordre mondial"
L'ordre mondial
L'URSS 1991
L'évolution de l'URSS
La situation économique internationale
L'évolution des pays de l'Europe centrale
L'intégrisme musulman
La situation intérieure en France
I) La situation économique et sociale
II) La situation politique

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire nº 64-995